



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Programme d'appui au développement des filières agricoles

Rapport de supervision

Dates de mission: 02/06/2020 – 20/06/2020

Date du document: 04/08/2020

Identifiant du projet 2000001058

Numéro du rapport: 5476-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Côte d'Ivoire	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Programme d'appui au développement des filières agricoles	Classification du risque climatique (PESEC):	2
N° du projet:	2000001058	Institution chargée de l'exécution:	Ministry of Agriculture
Type de projet:	Stockage, transformation et commercialisation	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Ministry of Agriculture
Chargé de Programme Pays:	Abdoul Barry		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:	Pas encore disponible		

Date d'approbation:	08/09/2017	Date de réception du dernier rapport d'audit:	Pas encore disponible
Date de signature:	27/03/2018		
Date d'entrée en vigueur:	27/03/2018	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	20/06/2020
Date d'éligibilité aux décaissements:	22/11/2018	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	2
Date du premier décaissement:	26/11/2018	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	Pas encore disponible	Délai d'entrée en vigueur:	6 mois
Date d'achèvement prévue:	31/03/2025		
Date d'achèvement actuelle:	31/03/2025		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	IFAD	\$18,389,000
	IFAD	\$18,499,773
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$10,238,183
	National Government	\$4,210,637
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		\$51,337,593

Mission en cours

Dates de mission:	02/06/2020 – 20/06/2020
Jours sur le terrain:	Aucun (supervision à distance)

Composition de la mission: Equipe FIDA
Monsieur Abdoul Wahab Barry, Directeur Pays et Chef de mission
Madame Odile Sarassoro, Chargée de programme Pays
Madame Fanny Grandval, Spécialiste régionale institutions rurales
Monsieur Jonathan Agwe, Spécialiste technique régional principal en finance rurale, marché et entreprises
Madame Cécile Kouakou, Analyste chargée de la gestion des savoirs
Monsieur Abdoulaye M. Dicko, Expert en génie rural
Monsieur Amza Tahirou, Expert en production agricole
Madame Flavia Perusini, Experte environnement et climat
Monsieur Vital Pelon, Expert en institutions rurales
Monsieur Mathieu Faujas, Expert finance rurale, post-récolte et transformation agricole
Monsieur Rado Rakotondralambo, Spécialiste en passation de marchés
Monsieur Federico Rossetti, Spécialiste en gestion administrative et financière

Equipe Nationale
Monsieur Nouhoun Coulibaly, Directeur Général, DGPSP, MINADER
Monsieur Silué Sionséligam, Directeur DEP MINADER
Monsieur Tré-Bi Marius, Chargé d'étude DEP MINADER
Madame Koman Fernande, chargée d'étude DEP MINADER
Monsieur Ouattara Fabrice, Point Focal PIP Ministère du Plan
Monsieur Grégoire Zopoh, Représentant du Trésor

Lieux visités: Aucun (supervision à distance)

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	3
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	4

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	6
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	
Qualité de la participation des bénéficiaires	4	Fonds de contrepartie	3
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	3
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence	5
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du FIDA a eu lieu du 1er au 20 juin 2020 pour réaliser la deuxième supervision du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA).

Cette mission a pour objectif général d'une part d'apprécier les progrès réalisés par le programme depuis son démarrage et d'autre part d'évaluer la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision qui s'est tenue entre novembre et décembre 2019. Par ailleurs, elle devra faire ressortir les impacts négatifs de la crise sanitaire COVID-19 sur la mise en œuvre du projet et évaluer les mesures d'atténuation prises.

De manière spécifique, la mission de supervision aura à apprécier : (i) l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme et les résultats atteints à ce jour, ainsi que le niveau d'exécution du PTBA 2020 tant sur le plan physique que financier et par composante; (ii) la qualité de la gestion administrative et comptable du projet en faisant ressortir son efficience et en accordant une attention particulière à la mise en place du système de comptabilité TOMPRO, à la réalisation dans les délais requis de l'audit des comptes 2019 et à la mise en œuvre efficace du calendrier des décaissements des fonds. Il sera également question d'apprécier le niveau de décaissement des fonds du FIDA et de l'OFID, et aussi de l'effectivité de la contrepartie de l'Etat et des contributions des bénéficiaires ; (iii) la mise en œuvre du plan de passation des marchés et le respect des procédures d'acquisition des biens et services ; (iv) le degré de prise en compte de l'intégration du genre, de l'inclusion des jeunes dans les interventions du PADFA et des thématiques transversales relatives à la nutrition, à l'environnement et au climat, tout en mettant en évidence les leçons apprises et l'identification des bonnes pratiques ; (v) les mécanismes de durabilité et de mise à l'échelle y compris la contribution du projet au renforcement des capacités des institutions et des politiques nationales agricoles, ainsi que des partenariats et des performances des prestataires de services ; (vi) les mesures prises par le projet pour développer le capital humain et l'autonomisation des bénéficiaires ; (vii) l'élaboration du manuel des opérations du PADFA et la mise en place du système de suivi-évaluation du programme en relation avec l'ORMS/SMRO du FIDA.

Sur la base des différents constats, la mission devra actualiser les indicateurs des cadres de mesure des rendements et du cadre logique inscrits dans les indicateurs ORMS/SMRO. Elle identifiera les difficultés et les contraintes rencontrées par l'équipe de coordination du projet en vue de proposer des solutions appropriées.

Au terme de la mission, il a été organisé le 19/06/2020, sous la présidence du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) du MINADER, une réunion de restitution des conclusions de la mission. A cette réunion ont été conviés des représentants du Ministère de l'Economie et des Finances, du Ministère du Plan et du Développement, du Ministère en charge du Budget, le Directeur Régional de l'Agriculture (Président du CAST), les représentants des interprofessions, des Organisations de Producteurs bénéficiaires du PADFA, des prestataires de services (ANADER, BFDC, etc.), des partenaires (Fondation SAEMAUL, UNACOOPEC, ITIA, etc.).

6. La mission exprime ses sincères remerciements aux autorités ivoiriennes et aux partenaires au développement et bénéficiaires du PADFA pour leur disponibilité et les échanges très instructifs. Elle tient particulièrement à féliciter et remercier l'équipe du PADFA pour la bonne organisation de la mission.

Principaux accords de mission et conclusions

Au 31 mai 2020, presque la moitié de l'année, le taux d'exécution physique du PTBA 2020 est de 12%. Les taux d'exécution physique du PTBA par composante se présentent comme suit : Composante 1/ Valorisation des produits agricoles (5%) ; Composante 2/ Amélioration de l'offre des produits agricoles (4%) ; Composante 3/ Coordination, Suivi-Évaluation et Gestion des savoirs (14%). Parallèlement, l'exécution financière du PTBA est de 17%, laissant entrevoir des retards dans la mise en œuvre du PTBA.

En termes de décaissement, le projet affiche un taux global de 13% au 31/05/20 (considérant toutes les sources de financement). Ce taux de décaissement par bailleurs se répartit comme suit : (i) 27,1% sur le financement FIDA ; (ii) 0% pour ce qui concerne le financement OFID ; (iii) 9% pour ce qui concerne la contrepartie de l'Etat, et (iv) 0% pour ce qui est de la contribution des bénéficiaires.

Dans l'ensemble, après environ deux ans d'exécution, la performance du projet est jugée en-deça des résultats escomptés, surtout en termes d'identification des sites en vue du démarrage des études techniques d'aménagement hydroagricole, de la construction d'infrastructures marchandes, de conservation ou de transformation des produits agricoles ciblés. Même si des efforts ont été faits cette année pour planifier de manière cohérente des activités qui ont un poids important en vue de rattraper le retard accumulé, le rythme de mise en œuvre du PTBA est relativement lent. Celui-ci a été contrarié par plusieurs éléments, notamment : (i) l'instabilité de l'équipe du projet avec la démission du Responsable Suivi-Evaluation (RSE), du Responsable Administratif et Financier (RAF) et du Responsable en Passation des Marchés ; (ii) la mise en place du budget programme qui a retardé la notification du budget 2019 du programme et l'ouverture du Système de gestion des marchés publics; (iii) les restrictions de déplacement en raison de la pandémie COVID-19. Toutefois, le véritable challenge pour l'équipe du projet demeure la planification (tant stratégique qu'opérationnelle), mais aussi une bonne connaissance des modes opératoires d'exécution des activités planifiées, incluant la proactivité dans la mise en œuvre de ces activités, le travail coordonné en équipe ainsi que la capacité à

résoudre les problèmes dans un environnement complexe. Depuis le lancement du projet, un pool d'experts est intervenu (suivi-évaluation, ciblage, etc.) ou est en cours de recrutement (filère mangue et partenariat commerciaux, gestion des savoirs) pour appuyer l'UCP sur ces points critiques.

Compte tenu de ce qui précède, la mission recommande de :

- (i) Mettre rapidement en place une assistance technique internationale (ATI) auprès de l'UCP du PADFA composée de :
(a) en appui au Coordonnateur du Programme, un spécialiste en planification en continue, puis en assistance ponctuelle, pour renforcer la coordination du PADFA, assurer sa planification dans les délais impartis, améliorer le pilotage d'ensemble du projet et la bonne exécution des activités grâce aux relations établies avec les partenaires en charge de la réalisation, et veiller au reporting technique et financier auprès de la maîtrise d'ouvrage et des partenaires financiers du programme ; (b) un ingénieur génie rural spécialisé en irrigation pour appuyer l'UCP en continue sur 3 ans dans la mise en œuvre des infrastructures rurales et particulièrement des aménagements hydroagricoles compte tenu de leur complexité et du retard important (2 ans) accusé dans la mise en œuvre. Il complètera le consultant national GR spécialisé en routes en cours de recrutement,
- (ii) Prendre les mesures appropriées en vue de finaliser la migration du budget et de la passation des marchés en région pour permettre plus de célérité dans la conduite des procédures d'acquisition; et accélérer aussi le recrutement d'un nouveau Responsable des Passations des Marchés,
- (iii) Finaliser et opérationnaliser les documents et outils stratégiques et opérationnels de base du programme (stratégies de communication et de gestion des savoirs; manuel de suivi-évaluation, manuel d'exécution, l'étude socio-économique de référence; installation du logiciel comptable et la révision du manuel de procédures comptables et financières, etc.),
- (iv) Accélérer les partenariats stratégiques et de synergies, surtout en cette période de COVID-19, avec l'AFD (construction du barrage de Sologo et infrastructures connexes), la Banque Mondiale (projet d'inclusion économique et nutrition), etc.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Vue d'ensemble

Le PADFA a touché au total 1.068 ménages, soit 3,28% de la cible. Le taux d'exécution physique global du programme est de 25.8% et par composante il se présente comme suit : Composante 1, 31.5% ; Composante 2, 9.5% ; Composante 3, 36.5%. Les taux d'exécution du PTBA 2020 sous revue (période janvier/mai qui devrait représenter 52% du PTBA 2020) sont respectivement de 17% pour le financier et 12 % pour le physique.

Le taux de décaissement des ressources extérieures est de 13%. Les taux réels de décaissement demeurent variables par co-financier : (a) Prêt FIDA 27,1%, (b) prêt OFID 0%. Les taux d'exécution financière (décaissement avec engagements) sont respectivement de 33,3% des ressources du prêt FIDA et 0% des ressources du prêt OFID.

a. Progrès réalisés

Les taux d'exécution du PTBA 2020 sur l'ensemble de la composante 1 sont de 5% pour le physique et 0% pour le financier. Pour la composante 2, ils sont de 4% pour le physique et de 22% pour le financier.

Amélioration de la commercialisation des produits agricoles ciblées

Renforcement de la concertation, planification, plaidoyer multi-acteurs. Concernant l'organisation institutionnelle des filières, les efforts ont été concentrés depuis la dernière mission sur la procédure de formalisation des interprofessions et la signature en mai de cahiers des charges détaillant les responsabilités de celles-ci et les modalités de travail avec le PADFA. Le recrutement de consultants pour les accompagner dans leurs premières activités n'est pas encore achevé.

Seule l'interprofession oignon est officiellement reconnue aujourd'hui. L'interprofession riz semble sur la voie d'une reconnaissance imminente, tandis que l'inter-Mangue devra satisfaire à plusieurs recommandations de la DOPA avant d'être soumise à la validation ministérielle. Il apparaît qu'un défi important sera d'asseoir la légitimité des interprofessions en cours de formalisation, en particulier aux yeux des producteurs et des acteurs dans les territoires. Pour garantir un ancrage fort sur le terrain la mission encourage l'UCP à asseoir les dynamiques interprofessionnelles sur des cadres de concertation entre producteurs et transformateurs ou commerçants contractant sur le terrain.

Développement de partenariats commerciaux et promotion marketing des produits agricoles. Depuis la dernière mission de supervision de décembre 2019, aucun progrès n'a été enregistré dans le cadre de mesure de rendement du projet. Les activités prévues au PTBA 2020 sont au mieux en cours : il s'agit essentiellement de la préparation de TDR pour le recrutement de prestataires. En particulier, on notera que les 3 études Filière n'ont toujours pas démarré trois ans après le début du PADFA. Les TDR étant en voie de validation, elles ne seront pas prêtes avant la fin de l'année. La

mission a trouvé que c'était préoccupant car cela signifie que les responsables Filières de l'UCP manquent ainsi de boussole pour orienter leurs décisions dans le sens du projet. La mission recommande que les TDR des études Filière soient soumises aux observations des interprofessions en vue d'intégrer leurs préoccupations.

Sur les initiatives de l'UCP en matière d'appui à la commercialisation, il faut signaler : sur la filière riz, le recrutement du consultant qui doit appuyer la stratégie de commercialisation (y inclut les maraîchers) n'est toujours pas achevé. Il est important de procéder au plus vite à ce recrutement afin de progresser sur l'appui à la commercialisation de la récolte 2019-20. La mission est d'avis de reconsidérer la durée du contrat ou la fréquence des interventions du consultant afin qu'il puisse développer les appuis dans le temps sur les deux filières. Les appuis fournis avec succès par le projet sur 5 contrats simples de fourniture de paddy depuis le début d'année constituent une démarche empirique intéressante qui mériterait une analyse approfondie : ces premières démarches ont permis de tester une approche et de mettre en évidence les critères clefs pour inciter les acheteurs à s'engager auprès des OPA.

Sur la mangue, une première mission de l'agence Team Créatif a eu lieu en mars 2020 pour la préparation d'une mission d'appui à la création d'une marque pour la mangue ivoirienne. Il devrait démarrer au deuxième semestre. Egalement, une mission d'appui technique a eu lieu en début d'année pour assister l'UCP dans la mise en œuvre des activités sur les aspects transformation. La mission rappelle à l'UCP que la mise en place des différentes unités de transformation ne doit se faire que dans le cadre d'une approche chaîne de valeur par laquelle les infrastructures ne devraient être considérées que comme un moyen pour renforcer les capacités des OPA à établir des liens commerciaux avec les autres acteurs de la chaîne.

Amélioration des opérations post récolte et de transformation des produits agricoles

Mise en place d'infrastructures collectives d'accès au marché (voir détails dans l'appendice 4). Le niveau d'exécution du PTBA est globalement insuffisant et reste limité aux activités préparatoires (élaboration de TDR) de certaines infrastructures d'accès au marché. Les contraintes rencontrées par le projet, aggravées par l'impact de la pandémie, ont énormément ralenti les processus d'identification et de recrutement des experts. Néanmoins, dans certains cas, la mission est d'avis que du temps a été perdu par l'UCP alors que les processus étaient assez avancés. Le recrutement des cabinets devant mener les études techniques a accusé un retard important qui compromet les réalisations des investissements prévus en 2020. Concernant les pistes rurales, le retard dans le recrutement du consultant GR n'a pas permis de faire l'identification des linéaires à réhabiliter, a fortiori de lancer le processus de réalisation des études.

Dans le cas des maraîchers, les études techniques à lancer sur les cases de conservation d'oignons ont été bloquées par l'identification des sites. La mission recommande d'abandonner les études sur les conditions hygrométriques, qui ne s'imposent pas à ce stade, et de se concentrer sur la construction des cases pilotes afin qu'elles soient prêtes pour la saison de l'oignon en fin d'année.

Sur le riz, malgré une identification de 25 mini-rizeries et de 120 décortiqueuses dès novembre 2019, l'étude technique n'a pas commencé. La non-objection a été donnée à la mi-avril, mais le processus en est toujours au niveau des DAO. Désormais, compte tenu des délais de passation de marchés, il faut espérer que le projet pourra boucler l'acquisition des équipements avant la fin de l'année.

Pour la mangue, une mission de consultant a eu lieu en début d'année pour appuyer l'UCP dans la planification des activités et la formalisation des procédures de sélection. Que ce soit pour les stations de conditionnement ou les centres de séchages, l'UCP dispose désormais d'une stratégie d'approche. Toutefois, la saison a été mouvementée pour les exportateurs qui ont dû se mobiliser pour faire face aux conséquences de la pandémie. En conséquence, la mise en œuvre des activités a été retardée. Pour les stations de conditionnement à renforcer, un appel d'offre sera lancé en juillet après la validation des critères de sélection. L'objectif est de parvenir à acheter les équipements avant la fin de l'année. Tous les appuis à la certification et à la traçabilité devraient être repoussés à l'année prochaine, à partir des travaux de mise à niveau des plateaux techniques. Pour les centres de séchage, la mission a apprécié le projet de partenariat avec ITIA qui prend tout son sens dans le contexte de la filière mangue en Côte d'Ivoire. Sur l'unité industrielle enfin, la mission est d'avis qu'il faut mettre l'accent sur les études techniques en préalable à tout montage financier et recommande d'abandonner pour le moment l'AMI de mobilisation des partenaires financiers.

Accès au financement adapté. A la date de la mission, une convention avec l'UNACOOPEC-CI était en voie de signature. La mission pense qu'elle doit être revue car elle est trop inscrite dans la continuité du PROPACOM, qui n'a pas donné de résultats satisfaisants. Le projet ne dispose pas encore de mécanismes pour le refinancement des IMF ou le partage de risque. D'une part, le 2PAI-Nord n'est toujours pas opérationnel. D'autre part, les discussions avec le fonds de la KfW, qui avaient démarré il y a plusieurs mois, sont aujourd'hui au point mort. C'est une limitation dans la capacité du projet à mettre au point un schéma complet de financement incitatif. Aussi, il est recommandé au projet de trouver rapidement d'autres partenaires financiers qui pourront aider à couvrir collectivement l'ensemble des besoins de financement des bénéficiaires du PADFA.

Productivité et la qualité des productions agricoles

Production agricole. Dans la filière mangue, ce sont environ 4.613 producteurs de mangues membres de 13 OPA et

affiliés à 30 centres de conditionnement qui ont bénéficié de produits phytosanitaires et de formation pour le traitement de leur verger contre la mouche du fruit. Concernant la filière maraîchères, 570 producteurs membres de 6 OPA bénéficiaires du projet ont reçu des semences et autres intrants et bénéficient actuellement d'un appui conseil technique dans le cadre du partenariat établi avec la Fondation SAEMAUL en janvier 2020 et l'appui des animateurs endogènes. Pour le riz, les productions pluviale (2000 ha) et irriguée (241 ha) envisagées sont fortement compromises par le retard accusé dans la passation des marchés d'acquisition et la mise à disposition dans les délais requis des intrants et de l'encadrement technique des producteurs.

Aménagements hydroagricoles. L'objectif global est de réaliser à terme la réhabilitation/aménagement de 2000 ha de bas-fonds rizicoles, l'aménagement de 100 ha de sites maraîchers équipés en technologies permettant d'optimiser la ressource en eau. La démarche de mise en œuvre repose sur l'identification et la clarification du statut foncier des sites, les études techniques et les études d'impact environnemental et social par des bureaux d'études et l'exécution des travaux par des entreprises sous le contrôle de cabinets d'ingénieurs-conseils. Tirant les leçons de l'exécution de PROPACOM, l'UCP a renoncé à la maîtrise d'ouvrage déléguée et a opté pour le recrutement d'un consultant individuel en génie rural pour appuyer la mise œuvre des infrastructures rurales.

Au titre du PTBA 2020, il est prévu : (i) d'aménager 121 ha de sites rizicoles (4 sites de l'ex-PROPACOM) et de clarifier au préalable leur statut foncier ; (ii) d'identifier 2100 ha de sites à aménager et de réaliser les études techniques et EIES de 1320 ha (1200 ha de sites rizicoles et 120 ha de sites maraîchers).

La mise en œuvre du PTBA accuse un retard important avec comme conséquence l'absence de réalisation d'aménagement hydroagricole en 2020 et un retard de 2 ans sur le chronogramme initial d'exécution du projet. En effet, les marchés des travaux d'aménagement des 121 ha signés et approuvés depuis novembre 2019 n'ont pas commencé en raison du retard dans le recrutement du bureau de contrôle qui est au stade du lancement de la consultation des prestataires. Les identifications des 2100 ha de sites à aménager ne sont pas faites et le processus de recrutement des bureaux chargés des études est par conséquent retardé. En raison de la saison des pluies, les travaux d'aménagement objet de ces marchés et les études techniques de nouveaux sites ne seront plus possibles en 2020. La concrétisation du partenariat PADFA-FADCI permettra d'aménager 182 ha (site de Sologo) en plus des 121 ha de l'ex-PROPACOM et de renforcer les réalisations en 2021.

La mission a convenu avec l'UCP d'un Plan d'actions et d'un Chronogramme actualisé (Cf. appendice 4) de réalisation des infrastructures pour s'assurer d'une part de l'exécution des premières infrastructures en 2021 et d'autre part de la clôture des investissements d'infrastructures avant la dernière année du projet. Le défi pour l'UCP, c'est de tenir les échéances du Plan d'actions et de s'assurer que les accords de partenariat et les différents contrats de prestations seront conclus d'ici la fin de l'année.

Structuration et professionnalisation des OPA. Depuis la dernière mission de supervision, le projet a élargi le nombre des organisations de producteurs bénéficiaires et passe aujourd'hui d'une liste de 5 à 55 OPA identifiées : 10 OPA maraîchères, 5 œuvrant dans la filière mangue et 40 dans la filière riz dont 34 dans la filière riz pluvial. Cependant les activités d'accompagnement de ces OPA sur les volets techniques et organisationnels n'ont toujours pas démarré, les prestataires d'appui n'ayant pas encore été recrutés. La structuration des OPA souffre donc d'un retard important, ce qui est d'autant plus préoccupant que des activités de distribution d'intrants sont prévues prochainement et que sans dispositif de suivi et d'accompagnement, elles risquent d'entraîner des difficultés de gestion au sein des OPA. Pour limiter ce risque et inciter à la contractualisation, la mission encourage l'UCP à favoriser les avances d'intrants par les transformateurs, notamment dans la filière riz, qui pourront ensuite être remboursées par le projet conformément au principe de subvention dégressive.

Par ailleurs, il semble que l'UCP a insuffisamment pris connaissance des dynamiques départementales et régionales inter OPA (unions ou fédérations de coopératives). Il s'agit pourtant d'un niveau essentiel sur lequel bâtir une offre satisfaisante en volume et en qualité dans l'optique d'une contractualisation avec les transformateurs ou commerçants et une certaine durabilité des appuis du PADFA après son départ. C'est pourquoi la mission recommande la réalisation d'un mapping des OP faîtières départementales, régionales et nationales susceptibles d'être accompagnées par le projet.

b. Intégration des thématiques transversales

L'analyse de l'efficacité du programme du point de vue des quatre thématiques transversales du genre, de l'inclusion des jeunes, du changement climatique et de la nutrition laissent entrevoir une bonne prise en compte de ces thématiques dans la stratégie de ciblage et d'inclusion du projet et leur programmation dans le PTBA. Toutefois, la mise en œuvre de ces activités accuse du retard.

Le programme dispose d'une stratégie de ciblage genre et jeunes validée et d'un spécialiste Genre et OPA. L'opérationnalisation de la stratégie s'est traduite par un atelier d'appropriation par l'UCP et par la sensibilisation continue des bénéficiaires. En termes de résultats, les femmes et les jeunes, plus investis dans les filières maraîchères et riz représentent respectivement 69% et 34% des membres des OPA identifiés sur la période de 2019-2020. Pour la campagne de production de riz pluvial en 2020, 34 OPA regroupant 1.815 producteurs ont été sélectionnés dont 35% de femmes productrices et 30% de jeunes. Cependant, le retard accusé par le programme dans la mise en œuvre des activités n'a pas encore permis aux femmes et aux jeunes de tirer pleinement profit du projet.

Le PADFA a intégré de façon transversale et cohérente la promotion intégrée des actions essentielles en nutrition dans ses interventions. Un protocole d'accord est en cours de finalisation avec le Programme National de Nutrition (PNN). Les actions en nutrition ciblent 21 600 personnes à atteindre en 2020. Elles seront réalisées en synergie avec les programmes nutrition financés par la Banque Mondiale, la FAO et le PAM. Toutefois à mi-parcours de l'année, force est de constater que la lenteur administrative et le long délai de réaction du PNN sur le document transmis n'ont pas encore permis de finaliser le protocole d'accord PADFA-PNN.

c. Contrainte rencontrées et principaux défis

Planification des activités : Lors de la dernière mission, il avait été relevé que les faibles résultats du programme trouvent en grande partie leur origine dans les insuffisances de la planification des activités. La présente mission fait le constat que peu d'efforts ont été réalisés dans ce domaine. L'un des défis est de rendre le programme pilotable en revisitant les activités et tâches identifiées et leur ordonnancement, tout en visualisant dans le temps leur interdépendance à travers l'établissement de plannings cohérents et réalistes. Le challenge sera aussi de suivre les plannings élaborés et de diffuser leur état de mise en œuvre. Pour cela il faudra mettre en place des outils de suivi, de coordination et de communication (Diagramme de Gantt, tableau de bords, etc.).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Etudes d'amélioration des plateaux techniques des 20 mini-rizeries et 100 unités de décortiquage existantes Accélérer le recrutement des cabinets d'études Réaliser les études technico-économiques	RPM/Consultant GR	08/2019
Recrutement du Bureau de contrôle des travaux de réhabilitation des 4 sites PROPACOM. Accélérer le processus et s'assurer de la contractualisation dans le meilleur délai.	RPM/Consultant GR	10/2019
Etudes filières Soumettre les TDR aux interprofessions pour avis	R4P	06/2020
Modifications du PTBA 2020 sur la composante 1.2s Annuler pour l'année les activités relatives à la certification et à la traçabilité pour les centres de conditionnement de mangues, les études hygrométriques des cases d'oignon, ainsi que l'AMI pour le financement de l'usine de transformation. Anticiper néanmoins leur préparation pour 2021.	Resp.Filière Mangue/Maraichère	06/2020
Distribution des intrants Encourager les avances d'intrants par les transformateurs	PADFA/ Resp Filière	06/2020
Appui à la structuration des OPA Réaliser un mapping des unions et OPA départementales, régionales et nationales et concevoir une stratégie d'accompagnement des unions	PADFA/RGSOPA	06/2020

Marchés de travaux de réhabilitation des sites de l'ex-PROPACOM - Tenir une réunion avec les attributaires pour faire le constat de force majeure due au Covid-19/saison des pluies ne permettant pas le lancement des travaux en 2020 ; - Faire une notification officielle aux entreprises de la décision d'ajournement des travaux pour cas de force majeure sous signature du Maître d'ouvrage. avant le lancement des travaux	Coordonnateur/RMP/CPMCP	07/2020
Sécurisation foncière des 4 sites de PROPACOM Accélérer la procédure et assurer la sécurisation foncière des 4 sites rizières à aménager avant le lancement des travaux Accélérer la procédure et assurer la sécurisation foncière des 4 sites rizières à aménager avant le lancement des travaux	RespFilièreRiz/Consultant GR	08/2020
Identification de la première génération de nouveaux sites à aménager Procéder à l'identification de la première génération des sites à aménager.	RespF.Riz/Maraîchage/GR	08/2020
Appui aux interprofessions Organiser des cadres de concertation locaux autour de la contractualisation pour animer l'interprofession à la base	PADFA/RespFilière	12/2020
Recrutement du consultant en commercialisation Achever rapidement son recrutement en revoyant la durée de son contrat pour assurer un appui dans le temps aux OPA	R4P	12/2020
Recrutement de bureaux pour les Etudes techniques/EIES des nouveaux sites identifiés Accélérer le processus de recrutement des bureaux pour les études d'au moins 1800 ha de sites rizières et 120 ha de sites maraîchers	RMP/Consultant GR	12/2020

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Il convient de saluer une planification 2020 ambitieuse pour rattraper les retards du projet. Néanmoins, le manque d'agilité et parfois d'anticipation de l'UCP, accentué par les contraintes de l'arrangement institutionnel de mise en œuvre, les lourdeurs des procédures de passation de marchés et la pandémie COVID-19, ont contrarié l'atteinte de plusieurs résultats escomptés. De ce fait, l'efficacité du programme est jugée modérément satisfaisante.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Composante 1, les résultats attendus sont : (i) 5 entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises ; (ii) 7 partenariats formels ou des contrats passés entre OPA et des organismes publics ou privés ; (iii) 11 installations commerciales de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état.

Composante 2, la mise en œuvre des activités programmées concernent : (i) 121 hectares de terres agricoles dotés d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état ; (ii) 2.500 personnes formées aux techniques de production ; (iii) 3.714 personnes ayant reçu des services d'information climatique ; (iv) 15% de producteurs ruraux sont membres d'une organisation de producteurs ; (v) 21.600 personnes recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition.

L'absence d'un spécialiste GR au sein de l'UCP, le retard pris dans le recrutement du consultant GR et la démission récente du RPM ont fortement impacté la performance de l'UCP. La mobilisation prochaine du consultant national GR spécialisé en route permettra de renforcer l'équipe du projet et de tenir le Plan d'actions prioritaires de relance des infrastructures sur le dernier semestre de l'année. Compte tenu du retard important dans la mise en œuvre et des difficultés de l'équipe du projet, il serait souhaitable d'appuyer l'UCP par un assistant technique international GR spécialisé en irrigation pour une période de trois ans.

A presque mi-parcours de l'exercice 2020, le PADFA a touché 5.392 bénéficiaires de sa cible annuelle de 46.283 bénéficiaires directs, soit 11,65% des prévisions de 2020 et 3% de sa cible totale. La mission est d'avis qu'au regard des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités (instabilité du personnel, notification tardive du budget, fermeture du système de la passation des marchés, restrictions des mouvements en raison du COVID-19), il est peu probable que les objectifs du PTBA 2020 soient atteints en fin d'année.

En terme de réalisation, au niveau de la composante 1, très peu d'activités permettant de renseigner les indicateurs du cadre logique ont démarré. La quasi-totalité des activités d'appui est au stade d'élaboration des TDR en vue de l'identification, la sélection ou la réalisation d'études techniques.

Au niveau de la composante 2, le calendrier de mise en œuvre des aménagements hydro-agricoles établi lors de la mission de supervision précédente n'a pas pu être respecté. Les infrastructures prévues au PTBA 2020 ne sont pas réalisées et ne seront plus possibles cette année en raison des pluies. Le PADFA accuse par conséquent un retard de 2 ans par rapport au calendrier de mise en œuvre des infrastructures rurales, avec la livraison des premiers sites aménagés attendue en 2021 seulement et la fin des aménagements hydroagricoles en 2023 au lieu de 2021 comme prévu dans le DCP.

En matière d'appui à la production, le programme a atteint ses objectifs concernant la filière Mangue. Ce sont environ 4.613 producteurs de mangue membres de 13 OPA et affiliés à 30 centres de conditionnement qui ont bénéficié de produits phytosanitaires et de formation pour le traitement de leur verger contre la mouche du fruit. Concernant la filière maraîchère, 570 producteurs membres de 6 OPA bénéficiaires du projet ont reçu des semences et autres intrants, et bénéficient actuellement d'un appui conseil technique dans le cadre du partenariat établi avec la Fondation SAEMAUL. Par contre, concernant la production rizicole pluviale (2000 ha) et irriguée (241 ha) envisagée, la mise à disposition des intrants et l'encadrement technique des producteurs dans les délais requis sont fortement compromis par le retard accusé dans la passation des marchés d'acquisition et de sélection.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Révision du PTBA 2020 Réviser le PTBA 2020 en reprogrammant les activités pour ne tenir compte que de celles réalisables en 2020	Coordonnateur/ Toute l'équipe	06/2020
Transfert du budget et de la gestion de la passation des marchés en région Entrer en contact avec le Ministère du Budget et la Direction Régional de passation des Marchés pour accélérer la migration de la gestion de la passation des marchés à la Direction Régionale de Passation des Marchés	Coordonnateur	06/2020
Assistance technique Prendre les dispositions nécessaires pour recruter un Assistant technique international GR permanent (3 ans) pour appuyer l'UCP	Coordonnateur/ RMP	12/2020

Justification de la note

Le projet a élaboré fin 2019 une stratégie de ciblage conforme aux critères de vulnérabilité et de pauvreté. L'opérationnalisation de cette stratégie a été laborieuse mais a abouti à un ciblage géographique satisfaisant. Concernant le ciblage direct et l'auto-ciblage, les mécanismes prévus dans la stratégie n'ont pas pu être mis en œuvre par l'UCP cette année. En définitive, et hormis les OPA héritées d'autres projets/programmes, le projet a principalement ciblé 34 nouvelles OP dans la filière riz pluvial suivant un mécanisme d'appel à candidatures. Elles regroupent 1815 producteurs dont 35 % de femmes et 30 % de jeunes.

Principaux problèmes

Une stratégie de ciblage détaillée et respectueuse des critères définis dans le DCP a été élaborée fin 2019 mais l'équipe de l'UCP a rencontré des difficultés dans son opérationnalisation. En cause notamment le départ du chargé de suivi évaluation qui était en charge de cette activité et le défaut de capacité du reste de l'équipe à assumer convenablement cette tâche en son absence. La consultante ayant conçu la stratégie a donc été chargée de renforcer les capacités de l'équipe dans la mise en œuvre. Au terme de ces travaux, il semble que le ciblage géographique incluant l'identification des bassins de production (villages) puis d'une sélection de « bassins de concentration » ainsi que d'une liste de zones d'aménagement potentielles ait été satisfaisant.

Pour autant, en ce qui concerne le ciblage des OPA, l'UCP déclare ne pas avoir été en mesure de respecter l'entièreté de la méthodologie préconisée dans la stratégie, en particulier les dernières étapes incluant le ciblage direct et à l'auto-ciblage des bénéficiaires. Il apparaît finalement que, hormis les 34 OPA identifiées dans la filière riz pluvial, les OPA sélectionnées à ce jour ont principalement été héritées du projet PROPACOM (6 OPA riz irrigué et 6 OPA maraîchage), du FIRCA (5 OPA mangue structurées autour d'unités de séchage) et de la fondation SAEMAUL (4 OPA dans la région de Gbêkê). Concernant les ex OP PROPACOM, on comprend que le projet ait cru bon de soutenir les OPA autrefois appuyées par le FIDA dans un souci de continuité des appuis mais il conviendrait d'effectuer une évaluation de celles-ci et d'éviter toute systématisme pour ne pas donner le sentiment que des OPA jugées « peu dynamiques » par leurs pairs sont privilégiées par le projet.

Les principales OPA qui ont été ciblées spécifiquement cette année via la stratégie de ciblage ont donc concerné le riz pluvial et l'ont été – à titre exceptionnel, selon l'UCP - suivant un mécanisme d'appel à manifestation d'intérêt qui dérogeait en partie à la stratégie. Elles regroupent 1815 producteurs dont 35 % de femmes et 30 % de jeunes. Ces OPA ciblées sont décrites comme de nature très hétérogènes (allant du simple groupement aux coopératives formelles) et ont été choisies avant d'être diagnostiquées. Concernant les bénéficiaires individuels non membres d'OPA, ils sont décrits par l'UCP comme devant être touchés ultérieurement, la première « porte d'entrée » étant les OPA. Peu de détails sont donnés sur les modalités et le calendrier de ciblage de ces catégories de bénéficiaires, de même que sur le rôle précis dévolu aux prestataires d'appui aux OPA dans ce processus.

Enfin concernant un projet tourné vers l'aval des filières, on peut regretter que le ciblage des OPA ait été réalisé sans corrélation avec les études filières et surtout sans que l'UCP n'ait auparavant dressé un état des lieux des dynamiques inter OP départementales ou régionales (unions, associations, fédérations d'OP). Celles-ci s'avèrent essentielles à la fois pour asseoir certaines activités du projet (contractualisation, ventes groupées notamment) et pérenniser ses appuis.

Justification de la note

En termes de résultats, les femmes, plus investies dans les filières maraîchère et riz, représentent respectivement 69% et 34% des membres des OPA identifiés sur la période de 2019-2020. Pour la campagne de production de riz pluvial en 2020, 34 OPA regroupant 1.815 producteurs ont été sélectionnées incluant 35% de femmes productrices et 30% de jeunes.

Toutefois, le retard du programme dans la mise en œuvre des activités n'a pas encore permis aux femmes et aux jeunes de tirer pleinement profit du projet. Les appuis techniques aux OPA ne sont pas pour la majorité encore effectifs, les conventions de partenariat pour améliorer leur accès aux services financiers sont en cours d'élaboration, la mise en place des infrastructures structurantes promues par le programme a accusé un retard.

Principaux problèmes

Le PADFA a bénéficié des services d'une consultante spécialisée en méthodologie de ciblage des bénéficiaires pour mettre en place la stratégie de ciblage du programme, basée sur l'approche de ciblage du FIDA et incluant une approche genre. La stratégie de ciblage genre et jeune du programme vise à garantir l'autonomisation des couches défavorisées en leur donnant accès aux facteurs de production, à la formation et aux technologies tout en renforçant leur rôle et pouvoir décisionnel dans les instances dirigeantes des OPA.

Pour opérationnaliser la stratégie, le programme a recruté un spécialiste genre et OPA. Au sein de l'UCP, un atelier d'appropriation de la stratégie a été organisé, des sensibilisations continues ont lieu pour la prise en compte systématique des femmes et des jeunes. Les potentiels bénéficiaires sont informés des opportunités que le programme offre aux femmes et aux jeunes et sur la nécessité que les hommes soutiennent l'approche genre.

Le processus de ciblage des bénéficiaires ou d'accès aux appuis du PADFA passe par le ciblage géographique, le ciblage des bassins de production, ciblage direct des bénéficiaires et l'auto ciblage. Cette stratégie de ciblage est basée sur la carte de pauvreté ou de vulnérabilité, l'existence de zones de concentration de production des filières, la promotion de l'équilibre de genre et de l'inclusion des jeunes dans les filières.

Pour le ciblage des OPA en 2020, l'information sur les cibles particulières, notamment les femmes et les jeunes, a été portée aux potentiels bénéficiaires des appuis du PADFA afin que ces cibles soient identifiées au niveau de leurs différentes demandes. Sur la base des retours des demandes des OPA, trois critères principaux ont été établis pour la sélection des OPA. Il s'est agi de (i) la proportion de femmes membres des OPA ayant sollicité des appuis du PADFA ; (ii) la proportion de jeunes (H/F) intégrés dans les OPA et (iii) la superficie moyenne de production par producteur au sein de chaque OPA. La superficie moyenne renseigne sur le niveau de vulnérabilité ou de catégorisation des bénéficiaires.

34 OPA ont été sélectionnées cette année pour la production de riz pluvial pour 1815 producteurs (bénéficiaires) dont 35% de femmes et 30% de jeunes. Quant aux OPA maraichères, 10 d'entre elles ont été sélectionnées : 6 depuis 2019 et 4 cette année dans la région du Gbêkê dans le cadre du partenariat avec la Fondation de Mondialisation SAEMAUL. 825 producteurs sont bénéficiaires, dont 64% de femmes productrices, pour la production maraichère dans les 5 régions d'intervention du programme. Au niveau des OPA de la filière mangue, 5 OPA ont été sélectionnées pour l'appui à la structuration des OPA pour cette année.

En plus des appuis en intrants, les femmes et les jeunes des OPA seront fortement ciblés lors des appuis à la structuration pour des formations en constitution de coopérative, en leaderships et en entrepreneuriat. Ces formations permettront d'améliorer leur participation dans les instances décisionnelles de leurs organisations, à occuper des postes de gestion. L'identification des femmes et des jeunes continueront dans les autres maillons des chaînes de valeur promues.

L'autonomisation des couches vulnérables passera également par le financement prévu de microentreprises de prestations de services agricoles ou brigades de jeunes et par la programmation des investissements susceptibles de réduire la pénibilité du travail.

Productivité agricole

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le PADFA a atteint ses objectifs dans la filière Manguier. Ce sont environ 4.613 producteurs membres de 13 OPA et affiliés à 30 centres de conditionnement qui ont bénéficié de produits phytosanitaires et de formation pour le traitement de leur verger contre la mouche de fruit. Concernant la filière Maraichers, 570 producteurs membres de 6 OPA bénéficiaires du projet ont reçu des semences et autres intrants, et bénéficient actuellement de conseils techniques dans le cadre du partenariat avec la Fondation SEAMAUL.

En revanche, pour la production rizicole pluviale (2000 Ha) et irriguée (241 Ha) envisagée, la mise à disposition des intrants et l'encadrement technique dans les délais requis sont fortement compromis par le retard accusé dans la passation des marchés.

Principaux problèmes

En l'absence de réalisation de périmètres irrigués cette année, la plus-value de productivité liée à la maîtrise de l'eau sera très limitée et les améliorations de production proviendront surtout des intrants placés au niveau de quelques sites rizicoles(ex-PROPACOM) pour la culture de contre saison. En raison du COVID-19, 5 millions USD ont été mobilisés sur la part FIDA pour financer à 100% les intrants de la campagne.

Pour le riz irrigué les intrants placés avec retard en 2019, ont permis la culture de contre saison en 2020 sur 62 ha (sur 90 ha prévus) dans le PORO pour 180 producteurs issus de 2 OPA. En saison pluvieuse 2020 (2e cycle), il est attendu 421 ha en irrigué au profit de 842 exploitants provenant de 10 OPA et 2000 ha sur plateau au bénéfice de 4 000 exploitants issus de 43 OPA. Ces objectifs semblent être compromis au regard des retards de mise en place des intrants et de recrutement des prestataires d'appui-conseil. Le contrat de production et de fourniture de semences certifiées en début du processus de passation de marché, accuse un retard par rapport à la campagne agricole.

Pour le maraichage, la superficie mise en valeur en saison des pluies est limitée à 24,8 ha au niveau des sites de 2019 à défaut de nouveaux sites aménagés . Au total, 570 producteurs membres de 6 OPA ont bénéficié d'intrants subventionnés dans le cadre du Covid-19 à travers le partenariat avec la Fondation SEAMAUL. Les cultures sont actuellement au stade pépinière et en l'absence de prestataire d'appui conseil, les animateurs endogènes au sein des OPA sont en charge de l'encadrement des producteurs.

Concernant la filière Mangue, les appuis du PADFA ont permis de résorber le défi majeur de la mouche des fruits. Les produits phytosanitaires ont été distribués via les unités de conditionnement et les coopératives de producteurs de mangue auxquelles les producteurs sont affiliés. En 2020, les appuis du PADFA ont permis de mettre en place un dispositif sous forme de pièges qui sont simples, efficaces et rationnels. Les producteurs ont apprécié les appuis en intrants et la formation en lutte intégrée pour 400 formateurs au niveau de 12 localités. La production 2020 a été exportée dans la sous-région (Ghana) et les difficultés habituelles de pourriture ont été moindres.

Les difficultés majeures concernent les retards dans la mise en place des intrants et le recrutement des prestataires d'appui-conseil. Sur le riz, en l'absence d'intrants de qualité, les producteurs iront en campagne avec les variétés locales et probablement une sous-utilisation des engrais, avec une réduction de rendement en conséquence. Concernant le maraîchage, outre les problèmes de maladie des cultures en saison des pluies, c'est surtout la question de la compétitivité des produits qui a été relevée comme difficulté au regard du coût de transport vers les marchés distants visés par les producteurs, notamment celui d'Abidjan. Il convient de mener une réflexion en vue de mieux conseiller les producteurs sur le mode organisationnel de commercialisation pour une meilleure compétitivité de leurs produits.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Bonne utilisation et gestion des emballages des intrants phytosanitaires Définir les modalités de gestion des emballages des herbicides après leur utilisation et former les producteurs bénéficiaire	RespFilières/Prestataires	12/2019
mis en place des intrants pour le riz Accélérer la mise en place des intrants pour le riz	UCP/Responsable filière riz	06/2020
Appui conseil (filière maraichère et riz) Accélérer le recrutement des prestataires d'appui-conseil pour les filières riz et maraîchage	UCP/Responsables Filières	06/2020
Valorisation des animateurs endogenes En lien avec les OPA, encourager la valorisation des animateurs endogènes pour le conseil aux producteurs en attendant le recrutement des prestataires en vue de renforcer les capacités d'autonomisation technique des OPA et plus tard préparer la stratégie de sortie du projet	UCP/Responsables filières	06/2020
Suivi de l'évolution des cultures maraichère Sur les sites maraîchers, renforcer la supervision, le suivi et l'évaluation de l'évolution des cultures au regard de la forte pression parasitaire en saison des pluies et éventuellement les risques de poche de sécheresse	Responsable/assistant Filières maraichère	12/2020
Compte d'exploitation (filière riz et maraichère) Sur le riz et le maraîchage, réactualiser les comptes d'exploitation pour mieux orienter les conseils aux producteurs	UCP/ RespFilières	12/2020
commercialisation des produits maraichers Pour le maraîchage, compte tenu du poids du coût du transport sur la compétitivité des produits, entamer la réflexion avec les producteurs sur le meilleur mode organisationnel de commercialisation (bord champ, contractualisation...)	UCP/RespFilière	12/2020
Mise en place d'un mécanisme durable de financement (filière mangue) Sur la mangue, accompagner les réflexions de l'interprofession sur la mise en place d'un système durable de financement de la filière, qui pourrait être capitalisé pour les autres filières	UCP/RespFilière	12/2020
Sensibilisation des producteurs sur les indicateurs de résultats Sur les filières, renforcer la sensibilisation des producteurs sur les indicateurs de résultats en termes de production et de commercialisation attendus dans le PTBA	UCP/RespFilières	12/2020

Justification de la note

Sous sa composante Structuration et autonomisation des Organisations Professionnelles Agricoles, le PADFA a intégré de façon transversale et cohérente la promotion intégrée des actions essentielles en nutrition dans ses interventions. Un protocole d'accord est en cours de finalisation entre le PADFA et le Programme National de Nutrition (PNN). L'objectif poursuivi est de promouvoir une alimentation équilibrée, diversifiée et saine en améliorant les connaissances et les aptitudes à la consommation. Les actions en nutrition ciblent 144 000 personnes dont 21 600 personnes à atteindre en 2020. Elles seront réalisées en synergie avec les programmes nutrition financés par la Banque Mondiale, la FAO et le PAM.

Principaux problèmes

La promotion intégrée des actions essentielles en nutrition fait partie intégrante des interventions du PADFA. A cet effet, un protocole d'accord est en cours de finalisation entre le PADFA et le Programme National de Nutrition (PNN). Des échanges se déroulent actuellement avec le point focal dudit programme pour obtenir un document consensuel. L'objectif de cette convention est de promouvoir une alimentation équilibrée, diversifiée et saine en améliorant les connaissances et les aptitudes à la consommation.

De manière spécifique, il s'agira de :

- développer les capacités des individus à adopter des pratiques alimentaires saines,
- former des agents de santé et des prestataires des services locaux sur les Actions essentielles en nutrition (AEN),
- réaliser des formations en cascade pour les agents de santé communautaires, qui à leur tour conduiront des campagnes d'éducation nutritionnelle et des démonstrations culinaires,
- organiser des campagnes à travers les séances d'animation communautaire avec des boîtes à images et d'autres approches pour le changement des comportements et des pratiques, la promotion de l'hygiène et des conditions d'assainissement.

Les activités envisagées sont:

- formation de formateurs sur les Actions essentielles en nutrition (AEN/AEH) adressée aux Agents de Santé (AS) et aux agents de l'ANADER,
- formation des Agents de santé communautaires (ASC) et points focaux des producteurs sur les AEN/AEH + activités,
- Appui à l'organisation de campagnes d'éducation nutritionnelle et de démonstrations culinaires.

Les formations et appuis en nutrition devront bénéficier au total à 144 000 personnes dont 21 600 personnes à atteindre en 2020. Cependant à mi-parcours de l'année, force est de constater que la lenteur administrative et le long délai de réaction du PNN sur le document transmis n'ont pas permis de finaliser le protocole d'accord PADFA-PNN.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Protocome d'accord avec le Programme National de la Nutrition (PNN) Accélérer l'établissement du protocole d'accord avec le PNN	UCP/ Responsable Filière Maraichère	08/2020

Justification de la note

L'intégration des aspects environnementaux et l'adaptation au changement climatique, nécessite une approche transversale d'information, d'éducation et de communication (IEC). Ces questions devraient être prises en compte dans toutes les activités au niveau sectoriel, dans leur conception, mise en œuvre, suivi et évaluation et capitalisation des expériences.

En 2020, la diffusion des bonnes pratiques agricoles tenant compte du changement climatique a été insérée dans le mandat de prestataires d'appui conseil agricoles. Des études techniques pour aménager 1000 ha de sites rizicoles et 100 ha de sites maraichers permettront une meilleure maîtrise de l'eau et résilience au changement climatique. Toutefois, un plan exhaustif d'activités permettra une meilleure adaptation au changement climatique.

Principaux problèmes

En raison de l'exposition aux sécheresses, le projet vise à promouvoir les économies d'eau car il s'agit du point le plus sensible du point de vue climatique. Cela fait partie de la promotion de méthodes d'irrigation dans le cadre d'une adaptation au changement climatique et aux perturbations climatiques. Le projet devrait réaliser : (ii) une installation de pompe solaire, de château d'eau (ou autre système de captation / retenue d'eau) et de système d'irrigation de style

californien et «goutte à goutte»; (vi) la gestion des déchets par la transformation et la valorisation; (vii) des voyages d'étude sur le maitrise de l'eau et des systèmes «goutte à goutte» dans les pays de la sous-région (Burkina Faso et Mali). Aucune de ces activités n'a été réalisée à ce jour.

L'année 2020 a été consacrée, a la réalisation d'études technique pour aménager 1000 ha de site rizicoles et 100 ha de sites maraichers. Les étude de mise à niveau de décortiqueuses et de mini-rizeries seront également réalisées. Dans ce cadre, il s'agit de promouvoir la valorisation des sous-produits pour la production de bioénergie. Globalement, les activités en cours sont :

- Réaliser les études techniques sur les décortiqueuses sélectionnées;
- Réaliser les études techniques sur les mini-rizeries sélectionnées;
- Soutenir la valorisation de certains sous-produits du riz;
- Développer l'infrastructure de stockage et de commercialisation pour le riz.

La mission a été informé qu'un projet pilote de production de maraîchage durable sera bientôt lancé sur 1 ha à Bouaké ou Sinematiali avec une technologie résiliente au changement climatique. Cette activité n'en est cependant qu'au stade initial et ne sera réalisée qu'une fois les sites de production identifiés.

Tout au long de la mission, aucune mention n'a été faite de la diffusion d'informations et la sensibilisation aux risques climatiques et aux informations relatives aux changements climatiques dans le cadre d'un plan compréhensif. Ces activités sont seulement entrevue dans le cadre de l'appui conseil à la production. Cela montre que le projet ne s'est pas encore engagé sur ces activités et ne dispose pas d'un plan pour les développer.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Diffusion d'informations et sensibilisation aux risques climatiques Développer la diffusion d'informations et sensibilisation aux risques climatiques à travers : - Les campagnes de sensibilisation - L'utilisation des radios communautaires en langues locales et les radios nationales - Les applications mobile pour les informations de suivi climatique et environnementales (météorologiques et période culturale)	Resp Filières	12/2020

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques	Note: 4	Notation précédente: 4
---	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La durabilité s'articule autour de l'application des politique publiques, notamment l'acte OHADA, la loi sur le foncier rural et la stratégie d'inclusion financière, ceci en lien avec le PND et le PNIA2.

Le projet a contribué à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière à travers le lancement d'une étude sur la faisabilité d'une banque agricole. Il a par ailleurs influencé le cadre institutionnel en facilitant la formalisation et opérationnalisation de trois interprofessions. Enfin le projet contribue à l'organisation du monde rural en renforçant les institutions pérennes que sont les OPA et en les amenant à se conformer à l'acte uniforme de l'OHADA.

Le nombre des OPA s'est nettement élargi de 5 à 55. Leur accompagnement (technique et structuration) n'a pas démarré.

Principaux problèmes

L'étude sur la faisabilité d'une banque agricole ayant été lancée fin 2019 est sur le point d'arriver à son terme. Après une phase de diagnostic, et deux phases de développement, incluant des réunions du comité technique, une feuille de route pour la mise en œuvre du modèle cible a été élaborée. Les conclusions doivent maintenant être validées par les autorités.

Concernant l'organisation institutionnelle des filières, les efforts ont été concentrés depuis la dernière mission sur la formalisation des interprofessions et la signature en mai de «cahiers des charges» détaillant les responsabilités de celles-ci et les modalités de travail avec le PADFA. Le recrutement de consultants est en cours pour accompagner les interprofessions. L'interprofession riz semble sur la voie d'une reconnaissance imminente, tandis que l'inter-Mangue doit encore fournir un document de stratégie et un plan d'action avant d'être soumise à la validation ministérielle. Seule l'interprofession oignon, qui existait avant le démarrage du projet, est donc officiellement reconnue aujourd'hui. Pour les autres spéculations de la filière maraîchage ciblées par le projet (tomate, gombo, aubergine, piment), aucune activité n'a encore été réalisée dans le domaine de l'organisation interprofessionnelle (un état des lieux des plateformes multi acteurs

est prévu au second semestre).

La mission note qu'un défi important sera d'asseoir la légitimité des institutions en cours de formalisation. Des conflits de leadership ont été relevés dans la filière Mangue autour de la formation des collèges et un défaut de compréhension des missions de l'interprofession de la part de responsables d'OPA dans la filière riz. Ainsi la mission recommande que les interprofessions soient étroitement reliées à des cadres de concertation entre producteurs et transformateurs ou commerçants contractant sur le terrain (information sur les prix, suivi de la qualité, accompagnement à la contractualisation.).

Par ailleurs, alors que les activités s'étaient concentrées en 2019 sur 5 OPA, le projet ambitionne cette année d'accompagner 55 OPA : 10 OPA maraîchères, 5 œuvrant dans la filière Mangue, et 40 dans le riz dont 34 dans le riz pluvial. La période a été marquée également par la signature en janvier 2020 d'un protocole de partenariat avec la fondation coréenne SAEMAUL portant sur l'accompagnement de 11 OPA (riz et maraîchage) et le renforcement de capacités du PADFA dans le domaine de la structuration des OPA.

Le projet prévoit de faire la clarification foncière de 2 741 ha en vue de leur aménagement. Les cahiers de charge sont en cours de discussion avec les DRA.

Cependant, les activités d'accompagnement des OPA n'ont toujours pas démarré cette année, faute de recrutement des prestataires d'appui. Des termes de référence sont aujourd'hui disponibles pour deux types de prestations : appui à la structuration et appui conseil technique. Au vu de la forte imbrication entre les appuis techniques et organisationnels, la mission s'interroge sur la pertinence de chercher à recruter deux prestataires d'appui différents par OPA. L'UCP est également invitée à bâtir une collaboration plus étroite avec le FIRCA.

Ce retard dans le recrutement des prestataires est également à mettre en relation avec les activités de distribution d'intrant à crédit (suivant la subvention dégressive) prévues. Sans dispositif de suivi et d'accompagnement, elles risquent en effet d'entraîner des difficultés de gestion au sein des OPA. De façon à renforcer les liens entre les acteurs des filières et pour limiter ces risques, la mission recommande à l'UCP d'encourager les acheteurs et transformateurs (par exemple dans la filière riz) à avancer les intrants aux OPA, au travers de contrats et moyennant remboursement par le projet.

Établissement de partenariats

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Il y a peu de nouveaux partenariats qui ont été initiés et, parmi ceux qui étaient en discussion il y a six mois, seule une convention avec la fondation SAEMAUL a été signée depuis. Les trois nouveaux partenariats en discussion concernent le FADCI financé par l'AFD et les projets d'inclusion économique et d'appui à l'agriculture sensible à la nutrition financés par la Banque Mondiale.

La note est maintenue pour prendre en compte les nombreuses contraintes externes qui ont marqué ce premier semestre.

Principaux problèmes

Le partenariat entre le PADFA et la fondation SAEMAUL s'est encore renforcée dans le domaine de la production maraîchère. Cette activité d'appui entre dans le cadre du programme d'urgence agricole élaboré par le Gouvernement ivoirien pour réduire l'impact de la crise sanitaire sur la sécurité alimentaire.

Vis à vis du secteur privé, les contacts sont pris mais le projet n'a guère avancé sur les investissements à coûts partagés qui doivent venir structurer les chaînes de valeur dans l'esprit du PADFA. On soulignera néanmoins le projet de partenariat avec l'agrégateur de mangue ITIA, en discussion, qui représente un vrai partenariat constructif et structurant pour la filière, même si ce n'est pas un projet 4P (voir description à l'appendice 4).

En matière de financement, la convention avec l'UNACOOPEC n'est pas signée, en attente d'un avis de cette mission de supervision. Plusieurs points restent à voir pour vérifier l'adéquation de cette convention avec les besoins du projet. Les discussions avec une autre IMF, ADVANS, devraient s'ouvrir bientôt. Quant aux négociations avec le fonds de la KfW pour le refinancement des IMF partenaires, elles sont à l'arrêt à ce jour. Il y a une nécessité à chercher d'autres partenariats avec des institutions financières afin de couvrir les besoins des bénéficiaires du projet (fonds de roulement, crédit de campagne, investissements, etc.) qui sont variables en montant d'une filière à l'autre. La banque CORIS par exemple pourrait être mieux à même d'apporter des concours financiers sur les plus gros projets d'investissement, dans la mangue notamment.

A noter que l'étude sur les modèles 4P mentionnée dans le PTBA n'a pas eu lieu sous la forme décrite. Elle a été fusionnée avec la mission d'appui aux activités de la filière mangue et n'a pas permis de dégager des modèles inclusifs pour l'ensemble des filières.

Le PADFA a initié des démarches pour la valorisation de sites agricoles en partenariat avec le FADCI (financement AFD). Les échanges sont avancés et il est convenu entre les deux parties que le PADFA assure le financement des travaux de réhabilitation du barrage de Sologo et de 182 ha de périmètre irrigué en aval ainsi que l'appui à la mise en valeur du

périmètre (réhabilitation d'une piste rurale, construction d'un magasin de stockage, appui des producteurs en intrants et appui-conseil, y inclut la prise en compte de mesures environnementales et sociales). L'entreprise chargée des travaux a été choisie, les autres prestataires (bureau de contrôle des travaux, cabinet de suivi du PGES, appui aux OP) ont été déjà contractualisés par le FADCI et les travaux pourront démarrer après la saison des pluies en Janvier 2021. L'UCP doit accélérer la conclusion d'un accord formel de partenariat avec le FADCI et procéder à la contractualisation de l'entreprise choisie et des autres prestataires.

Les échanges avec le Projet Filets sociaux (projet d'inclusion économique et projet d'appui à la nutrition) de la Banque Mondiale sont peu avancés, mais le domaine de partenariat pourrait concerner l'inclusion des sites appuyés par ce projet dans le programme d'aménagement et de valorisation agricole du PADFA. Le projet pourrait financer l'aménagement de bas-fonds rizicoles exploités par des producteurs vulnérables (environ 300 ha). Une telle approche par le développement de la chaîne de valeur pour l'inclusion économique des producteurs vulnérables est conforme à la stratégie d'intervention du PADFA.

L'UCP devra les formaliser à travers des conventions de partenariat et également devrait élaborer une stratégie de partenariat en vue de promouvoir un recours systématique aux partenariats pour une plus grande efficacité et l'optimisation des connaissances.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Partenariat avec pour le financement de la filière mangue Finaliser le partenariat avec KFW pour la mise en place du fonds de garantie pour financer les différentes filières	Coordonnateur/ responsable 4P	03/2020
Partenariat avec le FADCI Finaliser les échanges et conclure un accord formel de partenariat avec le FADCI.	Coordonnateur/UCP	07/2020
Partenariat avec la Banque Mondiale Approfondir les échanges et identifier les sites potentiels à couvrir par le PADFA	Coordonnateur/filièreRiz/ GR	08/2020
Partenariat avec l'agrégateur ITIA Achever le montage du projet de partenariat avec ITIA en veillant à l'appuyer sur un plan d'affaires solide.	Responsable Filière mangue	09/2020
Partenariat avec le FADCI Prendre les dispositions nécessaires pour la contractualisation des différents prestataires sélectionnés par le FADCI.	Coordonnateur/RMP/GR	10/2020
Partenariat avec les institutions financière Reprendre les discussions avec le fonds de la KfW afin de finaliser la solution de refinancement pour les IMF partenaires. Finaliser la convention avec l'UNACOOPEC-CI. Etablir un partenariat avec une autre IMF.	R4P, appuyés par les responsables filières.	12/2020

**Capital humain et social et
autonomisation**

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Au passage de la mission, les appuis reçus sont focalisés sur l'accès aux intrants, alors que ceux susceptibles de renforcer le capital humain et social sont en majorité non encore effectifs. Les appuis et accompagnements techniques et les formations en éducation financière n'ont pas encore démarré pour la plupart. Les termes de référence pour le recrutement des prestataires d'appui à la structuration des OPA sont finalisés pour la demande d'ANO du FIDA, avant son entrée en marché. Seule la fondation SAEMAUL a entamé ses activités, cependant la situation actuelle de pandémie mondiale a ralenti la mise en œuvre du partenariat. Une rencontre en télétravail a permis de partager les difficultés

rencontrées et de proposer des pistes de solutions.

Principaux problèmes

Trois OPA de production de riz irrigué ont bénéficié des appuis en intrants (semence, engrais, insecticide) du PADFA pour le 1er cycle de production. Près de 62 ha ont été mis en valeur, partagés entre 190 producteurs dont 94 femmes productrices et 4 jeunes.

L'appui à la filière mangue a porté sur la mise à disposition des produits de piégeage M3 et INVADER pour la lutte contre la mouche des fruits sur 20.000 ha de verger de manguiers repartis entre 13 OPA (4.613 producteurs) de production de mangue et 33 centres de conditionnement, auprès desquels les producteurs sont affiliés. Afin de réduire les pertes post-récolte, les producteurs et transformateurs ont reçu une formation des applicateurs sur les techniques d'utilisation des produits de traitement et des techniques de lutte intégrée. 393 producteurs-applicateurs ont été formés et sont en mesure de dupliquer la formation à un plus grand nombre de producteurs.

6 OPA sélectionnées ont réceptionné les intrants (semences, engrais, ...) pour la production maraîchère 2020 dans le cadre du partenariat PADFA-Fondation SAEMAUL (SMF) et en réponse à la crise sanitaire. 570 producteurs ont bénéficié de ces appuis dont 457 productrices (80%).

Les OPA bénéficieront également d'appui à la structuration ascendante dont le but est de converger vers des OPA plus structurées et professionnelles de niveau supérieur. Cet appui sera adressé à 44 OPA sur 55 dont 33 pour le riz, 5 pour la mangue et 6 pour le maraîcher. Les 11 OPA restantes seront accompagnées en structuration par la Fondation SAEMAUL dans le cadre d'un partenariat dont l'approche est basée sur l'expérience coréenne de développement communautaire. La formation est basée sur le coaching au changement de mentalité, de l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et de l'éducation économique des membres des OPA sélectionnées et du partage des connaissances sur les nouvelles techniques de production.

Dans le cadre de la convention en cours de discussions avec l'UNACOOPEC, il est prévu de :

- Former 40 membres des OP à la contractualisation et en gestion et techniques de recouvrement des fonds auprès des membres ;
- Former sept mille cinq cents (7500) personnes à l'éducation financière ;
- Appuyer la mise en place d'un système de paiement électronique.

Par ailleurs, le projet envisage de recruter au 2ème trimestre 2020 un consultant pour identifier et sensibiliser les acteurs locaux en vue de la mise en place des Plateformes Multi Acteurs (PMA) régionales de la filière Maraîchère autre que l'oignon (traité par l'IOCI).

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le contexte particulier de la pandémie COVID 19 contrarie la participation effective des bénéficiaires et son appréciation. Toutefois, au niveau de la filière Mangue, tous les intrants ont été mis en place à la satisfaction générale à travers les unités de conditionnement et les coopératives qui ont permis de toucher 4613 bénéficiaires avec 400 producteurs formateurs en charge de la dissémination de la formation. Les intrants mis en place pour le maraîchage ont été subventionnés à 100% en soutien à la situation de COVID19, et les bénéficiaires participent activement, malgré les difficultés en saison des pluies. Les animateurs endogènes sont valorisés pour le conseil agricole à leurs pairs en l'absence de prestataire.

Principaux problèmes

La mission a noté que la participation des OPA et de leurs membres à l'identification des nouveaux sites a été effective (ingénierie sociale : mobilisation, implication, sensibilisation...). Au niveau des trois interprofessions (riz, mangue, maraîchage), la participation des bénéficiaires a été déterminante pour la réussite des ateliers de planification et les réflexions continues pour une meilleure structuration des filières et fonctionnement des chaînes de valeur. En situation de confinement, les bénéficiaires restent en communication permanente avec le PADFA pour le suivi de l'évolution des différentes activités de la collaboration. La mission note que 4 613 producteurs ont participé et bénéficié des appuis sur la filière mangue contre 570 bénéficiaires sur le maraîchage et 180 producteurs sur le riz irrigué au cycle 1 (62 ha dans le Gbêkè).

Cependant les retards de mise en place des intrants et la situation de COVID19 ont limité la qualité de la participation des bénéficiaires aux résultats du PADFA en termes de participation au dispositif de coût partagé. Ces différents éléments auront des conséquences sur la productivité agricole en général et sur les revenus des producteurs et donc sur leurs capacités financières à participer au schéma d'autonomisation du projet comme initialement prévu. Cependant, le FIDA compte tenu de la situation COVID19, a décidé de subventionner les intrants à 100% pour contribuer à réduire des difficultés que vivent et supportent les producteurs.

Le système de financement des intrants du PADFA prévoyait une contribution dégressive du projet en trois étapes 80%, 40% et 20%. Compte tenu de la situation difficile des producteurs créée par la COVID, le FIDA a décidé de surseoir sur ce principe dégressif et de financer les intrants à 100%. Un appui important est en train d'être déployé dans ce sens en faveur des OPA.

Sur le riz, les intrants en retard de la campagne 2019 ont été utilisés pour la production du cycle 1 qui se termine avec 62 ha emblavés au niveau de trois sites sur une prévision de 90 ha dans le Gbêkê. Les appuis 2019 du PADFA ont permis une certaine appropriation des itinéraires techniques et des principes de la reconstitution des intrants par les producteurs qui ont bien perçu la valeur ajoutée de la technologie.

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les prestataires du PADFA ont assuré des services généralement satisfaisants sur le respect des conditions des cahiers des charges/termes de références/spécifications techniques, sur l'exécution effective de leur mandat et sur la qualité des prestations livrées. Les biens et services livrés ont obtenu la satisfaction des bénéficiaires. Toutefois, quelques prestataires ont présenté des performances faibles ou moyennes sur le respect du délai de livraison et sur la qualité des prestations livrées. Aucune plainte ou doléance n'a été reçue par le PADFA depuis le début du projet.

Principaux problèmes

Les prestations revues concernent 10 contrats qui correspondent aux opérations et au fonctionnement du projet : (i) des fournitures : voitures, intrants phytosanitaires, logiciels, support de communication et (ii) des services courants d'hébergement et de restauration.

Le projet tient une grille d'évaluation des prestataires suivant 7 critères : (i) le respect des cahiers des charges/termes de références, (ii) le respect du délai de livraison, (iii) le taux de réalisation dans le délai imparti, (iv) l'exécution effective du mandat, (v) l'efficacité de l'approche client/fournisseur, (vi) la qualité des prestations livrées, et (vii) la satisfaction des bénéficiaires.

La mission réitère la nécessité de partager les résultats de l'évaluation aux prestataires concernés, afin d'encourager ces derniers à améliorer leurs performances.

Fournisseurs (note moyenne 87/100) : Pour les 6 contrats objet de la revue, les biens et intrants ont été, de façon générale, livrés à temps et dans le respect des spécifications techniques requises. Un retard de livraison a été constaté pour la livraison des voitures. Concernant la confection des supports de communication lors du lancement, une qualité moyenne des livrables a été observée et la notation du critère sur l'efficacité de l'approche client/fournisseur a également été jugée moyenne. La mission invite le projet à constater les retards, acter les dépassements de délai importants et éventuellement appliquer des pénalités de retard.

Services (note moyenne 75/100) : Les prestations effectuées sont évaluées satisfaisantes pour les 4 contrats de services revus. Des améliorations sont appelées dans le suivi du respect des cahiers des charges. La mission réitère sa recommandation au projet d'améliorer le suivi des contrats : délais, qualité des livrables, respect des dispositions contractuelles.

Les prestations livrées ont, en totalité, reçu la satisfaction des bénéficiaires et aucune doléance ou plainte de la part des prestataires n'a été reçue jusqu'ici. La mission invite le projet à mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes, afin de prendre en main de façon transparente et efficace les plaintes et doléances provenant des partenaires, des prestataires et des bénéficiaires du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Evaluation de la performance des prestataires Partager le résultat de l'évaluation des prestataires aux prestataires concernés	Coordonnateur RPM Responsables techniques	12/2020

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les premières interventions du projet depuis son lancement et la dernière mission de supervision ont généralement permis l'adoption et la mise en œuvre de pratiques agricoles durables. Pour ce qui est des infrastructures et équipements, le projet a déjà mis en place les dispositions pour les technologies solaires pour la fourniture d'énergie. Certaines structures commencent déjà à promouvoir la valorisation des déchets de mangues (production de biogaz)

grâce à l'appui du projet et il y a eu des formations organisées en février et mars. Des cahiers des charges et conventions de partenariat ont été signés avec les parties prenantes (DR MINADER, DPVCQ, CNLMF, INTER-MANGUE) et les bénéficiaires dans le courant du mois de mars 2020.

Principaux problèmes

Les pratiques agricoles durables concernent le renforcement des capacités des acteurs sur les meilleures techniques de production et la mise en place des infrastructures solaires. A ce jour, seules les activités de formation et de renforcement des capacités des acteurs ont été organisées. Il s'agit de la formation des producteurs axée sur les pratiques agricoles qui soutiennent une agriculture respectueuse de l'environnement et qui fournissent des produits de qualité. Pour le traitement de 30 000 ha de verger de manguiers, le programme a privilégié des produits peu nocifs (PHEROMONE) sur l'environnement.

Néanmoins, les recommandations de la dernière mission de supervision n'ont pas été mises en œuvre pour la plupart ou sont en retard dans leur mise en œuvre. Dans le cadre de la réalisation des aménagements hydro-agricoles, aucune étude d'impact environnemental et social n'a encore été réalisée et aucun moyen financier n'a encore été mobilisé pour la mise en œuvre de la gestion des risques environnementaux, comme recommandé par la dernière mission. Ces études sont cruciales pour garantir que la mise en place de chaque infrastructure est durable et respectueuse de l'environnement, à travers d'éventuelles mesures d'atténuation et de gestion appropriées.

L'étude d'impact environnemental et social pour la création de l'unité industrielle de transformation de la mangue est prévue au second semestre, mais il y a un retard important dans l'identification des sites.

S'agissant de la valorisation des sous-produits et des déchets, la SECAP avait recommandé une étude de faisabilité pour la valorisation des déchets de mangue et une étude sur la gestion des eaux usées des usines de mangue. Les études ne sont pas encours même si le processus de recrutement des consultants est en cours. Il y a également un retard dans la préparation de formations sur l'utilisation des bio-pesticides ou du compost dans le cadre du soutien aux sites de maraîchage.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) S'assurer que la mise en place de chaque infrastructure est accompagnée d'une EIES ou d'une notice environnementale selon le cas et que les mesures de mitigation et de gestion sont prises en charge	Resp. Filières	12/2020
Utilisation d'intrants biologiques/organiques Promouvoir l'utilisation des bio-pesticides ou du compost dans le cadre de l'appui aux sites maraîchers et former les bénéficiaires à leur utilisation	Resp. Filières	12/2020
Formation des producteurs à l'utilisation des produits phytosanitaires Insérer dans les marchés des fournisseurs la formation des producteurs à l'utilisation de produits phytosanitaires pour le riz et maraîchage	Resp.filières	12/2020

Stratégie de retrait

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La stratégie de sortie du programme est articulée autour des activités de renforcement de capacités, de dynamique entrepreneuriale et organisationnelle et de mise en place des activités d'accompagnement des acteurs. La contractualisation entre les maillons de filières, la participation effective des IMF et de l'interprofession à l'organisation de commercialisation sont des gages d'autonomisation des acteurs et de pérennité de l'action du PADFA. La subvention dégressive des intrants doit être conçue comme reliée à une stratégie de sortie de l'appui aux OPA basée sur ces fondamentaux. Il importe que l'ensemble des activités d'accompagnement des acteurs, en premier lieu des OPA, soient ordonnées à ces finalités.

Principaux problèmes

Au stade où en est le projet, l'accompagnement des OPA, l'acquisition des intrants, les relations avec les IMF et la

contractualisation apparaissent comme conçus et mis en œuvre séparément. Il importe que ces activités soient davantage intégrées dans un dispositif d'appui cohérent, dans lequel l'OPA serait au centre. Si la subvention dégressive aux OPA concernant l'acquisition d'intrants n'est pas reliée à un dispositif parallèle de contractualisation progressive avec des acteurs de l'aval et de partenariat croissant avec les institutions de microfinance, il est à craindre que les activités s'interrompent dès l'arrêt des appuis du PADFA. De la même manière il importe que les OP soient progressivement responsabilisées dans la commande d'intrants elle-même, dans la négociation de crédits bancaires et la contractualisation plutôt qu'elles soient positionnées comme bénéficiaires. Cette approche gagnerait à être plus clairement appropriée à la fois par l'équipe de l'UCP et par les prestataires d'appui aux OPA qui seront bientôt recrutés. Pour ce faire, il semble qu'une approche globale de l'appui aux OPA, pluriannuelle, incluant les volets techniques, organisationnels mais aussi la commercialisation et l'éducation financière, doivent être privilégiée avec les prestataires d'appui, sur le modèle de la relation nouée avec la fondation SAEMAUL.

S'inscrivant dans une vision de durabilité des acquis, le programme travaille à l'appropriation et au renforcement des capacités des bénéficiaires afin que ses effets perdurent. On peut citer :

- les différentes activités identifiées par les interprofessions seront exécutées par chacune d'elle à travers la préparation de plan de développement sous la supervision du PADFA. Cette responsabilité va renforcer leurs capacités techniques à conduire des activités par elles-mêmes sur le terrain, mais aussi à renforcer leur légitimité auprès des acteurs de la filière.

- la réussite de la coopération avec les institutions financières est un facteur clé de durabilité des acquis du programme. Elle facilitera l'accès des petits producteurs aux services financiers, aux infrastructures post-récolte, à l'éducation financière etc.

- une approche soutenue par le programme est l'appui à la commercialisation à travers l'établissement de partenariats entre les acteurs de la chaîne de valeurs.

- la structuration / professionnalisation des OPA est un élément primordial à la stratégie de sortie. Le PADFA a opté pour un appui à la structuration ascendante des OPA, capables de fournir des services à ses membres et de développer des partenariats commerciaux avec les autres acteurs des chaînes de valeurs des filières concernées.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
stratégie de sortie du Projet Elaborer et engager la mise en œuvre la stratégie de sortir du programme	UCP	08/2020

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La professionnalisation des OPA par la structuration ascendante, leur autonomisation et intégration par la promotion des modèles économiques autour des investissements structurants sont des innovations susceptibles d'être portées à l'échelle. Ces structures seront plus tard accompagnées dans l'élaboration de leurs plans d'affaires et la mise en relation avec les mécanismes de financement.

L'appui au développement des partenariats commerciaux, la promotion et le marketing des produits agricoles de qualité via une marque nationale, un emballage innovant et d'un système de distribution locale sont autant d'initiative à partager avec les autres projets et régions du pays.

Le PADFA doit redoubler d'effort pour l'implémentation de ces activités tout en capitalisant les leçons apprises.

Principaux problèmes

En plus des appuis en intrants et en conseil agricole aux membres des OPA bénéficiaires, l'appui à la structuration ascendante va permettre d'avoir des OPA plus structurées et professionnelles, capables de fournir des services à ses membres et de développer des partenariats commerciaux avec les autres acteurs des chaînes de valeurs des filières concernées.

Dans le cadre de l'appui à la structuration ascendante des OPA du PADFA, une théorie du changement est définie à partir de la logique d'intervention du programme. Cette logique d'intervention devrait permettre aux OPA de mieux se structurer autour des principes de gestion des sociétés coopératives, de se professionnaliser et devenir plus crédibles vis-à-vis des partenaires extérieurs. Les OPA devront être à même d'avoir accès à l'information de marché de leur filière, aux connaissances leur permettant de développer des partenariats commerciaux et institutionnels, profitables à tous, définir les services adaptés aux besoins de leurs membres. Les OPA participent aux prises de décision stratégique pour le développement de leurs chaînes de valeur, de leur filière, enfin les membres des OPA améliorent leurs revenus tirés de leur production.

Dans sa stratégie d'intervention, le PADFA envisage la mise en place de modèles économiques structurants autour des unités de transformation et des centres de groupages pour favoriser l'accès au marché national, sous-régional et même international en mettant sur le marché des produits de qualité.

Pour mieux valoriser les produits issus de la transformation, le projet envisage d'appuyer la création d'une marque terroir et de proposer des emballages innovants afin de créer une identité propre et reconnaissable sur les marchés pour les produits de l'INTERMANGUE. Afin de mettre en œuvre cette stratégie, l'UCP a sollicité les services de TEAM CREATIF dans le cadre d'une assistance technique et créative pour trouver des solutions innovantes au problème de l'accès du marché.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet	Note: 4	Notation précédente: 3
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La gestion du programme est moyennement satisfaisante. Après avoir démarré en retard, les activités du projet ne sont pas réalisées au rythme prévu, freinées par la pandémie COVID-19. Des postes clés ont été longtemps vacants et la gestion du programme a été contrariée par la longue absence du coordonnateur et la démission fin avril 2020 du RPM. Toutefois, l'UCP a été réactive pour résoudre les problèmes d'instabilité du personnel. La persistance de la faiblesse de la planification et du pilotage des activités pourrait entraver l'atteinte des objectifs. Ceci est accentué par un manque d'anticipation, de suivi des processus et la mobilisation d'une grande partie du temps sur des tâches administratives internes (conformité et paiement de la dépense).

Principaux problèmes

En janvier 2020, des postes clés ont été vacants (démission du RAF, RSE). Même si, la recrutement d'un RAF intérimaire a permis de mettre en place le logiciel de gestion financière et de mettre à jour la comptabilité du programme, la gestion quotidienne a été contrariée par l'absence du coordonnateur et la démission en fin avril 2020 du RPM.

Toutefois, la mission constate avec satisfaction qu'en juin la quasi-totalité des postes vacants est pourvue (RAF, RSE, assistant RSE, comptable, assistant comptable administrative). Deux assistants passation des marchés ont été recrutés, qui permettront de pallier l'absence d'un RPM. Ils seront assistés par un expert de la cellule de passation de marché du MINADER. Les conditions de travail du personnel se sont améliorées avec la mise à disposition du matériel informatique, des fournitures de bureau, de l'assurance maladie, la livraison des véhicules, etc. Mais avec la prise de service des membres de l'équipe nouvellement recrutés, le local du siège du projet est désormais exigü.

La planification et le pilotage ont été impactés avec l'absence du coordonnateur pendant plus de deux mois (janvier et février 2020) et la vacance prolongée du poste de RSE. Cette situation a été aggravée par le départ du RPM.

La communication du programme s'est améliorée avec l'organisation des réunions hebdomadaires de l'UCP, mais des lenteurs dans le traitement des dossiers ont été relevées compte tenu d'une insuffisance dans la gestion des délais et le suivi interne de la planification des tâches et des activités. La passation des marchés a pris du retard à cause de la notification tardive (mars 2020) du budget, en raison de la mise en place du budget Programme par le Gouvernement. Le comité de pilotage (COP) devra se réunir en juillet 2020 pour réviser le PTBA 2020 et prendre en compte les retards accusés.

La réussite du projet dépendra en grande partie des délais acceptables de : (i) traitement et validation des dossiers internes et (ii) passation des marchés. Il est vrai que tout ce processus administratif ne dépend pas que du projet, mais il importe que les délais observés en interne soient gérés avec plus de célérité et que les délais externes soient intégrés à la planification. Il est aussi proposé, pour situer les responsabilités des lenteurs et retards, de documenter chaque trimestre le suivi des délais tant internes qu'externes en justifiant les reports de date. Egalement, l'UCP pourrait mettre en place des outils de gestion des activités et des tâches (par exemple Nutcache, MS Project, etc.).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Suivi de la mise en œuvre du projet Renforcer le suivi des activités planifiées (activités techniques et administratives)	Cellule Suivi-Eval.	06/2020
Réunion du Comité de Pilotage Organiser une réunion du comité de pilotage pour réviser le PTBA/PPM pour prendre en compte les retards accusés dans sa mise en œuvre	Coord./Equipe suivi-Eval.	07/2020
Suivi interne de la mise ne oeuvre des tâches Renforcer le suivi interne de la mise en œuvre des tâches en mettant en place des outils de gestion des activités	Coordonnateur/Responsables de filières/RPM/RSE	12/2020

Gestion des savoirs

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La mise en œuvre de ce volet s'est matérialisé par le recrutement du Responsable en Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs et d'un Assistant Gestion des savoir et communication, par l'élaboration en cours de la stratégie de gestion des savoirs et du plan de communication et enfin par la réalisation d'activités de communication et gestion des savoirs.

Au titre de l'année 2020, les activités prioritaires en gestion de savoirs, identifiées avec l'assistance d'une mission du FIDA, sont consignées dans le plan de gestion de savoir. Mais avec la démission du responsable RSEGS, le volet gestion des savoirs a accusé un grand retard. La documentation et le partage des expériences restent sommaires témoignant de la non-appropriation de l'équipe de coordination des questions relatives.

Principaux problèmes

La mise en œuvre du volet gestion des savoirs a accusé un grand retard. Le Responsable en Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs (RSEGS) a donné sa démission chemin faisant et les données n'ont pas pu être rassemblées dans le cadre de la capitalisation et du partage de connaissances. Trois ans après le début du programme, le processus de recrutement d'un consultant pour la mise en place de la stratégie de gestion de savoir est en attente de l'ANO sur les TDR.

Les leçons apprises n'ont pas été identifiées au cours de l'exercice 2019 et par conséquent il n'y a eu aucune capitalisation et valorisation des informations. Afin de palier ce manquement pour l'année en cours, il a été Identifié et sélectionné les principales actions de gestion des savoirs en conformité avec le PTBA 2020. La mission d'appui a également présenté les points clés de la stratégie de gestion du savoir du FIDA à l'UCP et partagé avec elle les outils de gestion ainsi que les canaux de diffusion.

Un processus de recrutement a été engagé et le programme pourrait disposer d'un RSEGS courant 2020. En attendant sa prise de fonction, l'Assistant communication et gestion des savoirs assure l'intérim.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Assistance technique à gestion des savoirs Finaliser le recrutement du consultant pour la mise en place de la stratégie de gestion de savoir	UCP/Cellule de Passation des Marhcés	07/2019

Utilisation optimale des ressources

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

L'efficience mesure le retour sur investissement et la façon avec laquelle les moyens du projet sont convertis en activités opérationnelles pour donner les résultats attendus. Les investissements en aménagement et infrastructures marchandes qui pèsent lourd dans la consommation du budget n'ont pas été enclenchés au regard de contraintes internes et exogènes liées à la COVID19, et aux blocages sur la passation de marché. Le budget 2020 sera réajusté en conséquence. La décision favorable du FIDA de subventionner les intrants à 100%, ainsi que les activités d'ingénierie

sociale, permettent au projet d'être prêt pour lancer à grande échelle les activités de mise en place des intrants sur les anciens sites et pour déployer des prestataires de conseil.

Principaux problèmes

Le système de financement des intrants du PADFA prévoyait une contribution dégressive du projet en trois étapes de 80%, 40% et 20%. Compte tenu de la situation difficile des producteurs suite à la COVID, le FIDA a décidé de surseoir sur le principe dégressif et de financer les intrants à 100%. Cet appui devrait permettre d'impacter positivement la productivité et les productions agricoles ainsi que sur les capacités techniques et financières des bénéficiaires pour mieux contribuer au résultats du projet.

En terme de réalisation, au niveau de la composante 1, très peu d'activités permettant de renseigner les indicateurs du cadre logique ont démarré. La quasi-totalité des activités d'appui est au stade d'élaboration des TDR en vue de l'identification, la sélection ou la réalisation d'études techniques (appui aux entreprises de décorticage de riz, mise en place d'entreprise de services de travaux agricoles, partenariat PPP avec ITIA, appui à la commercialisation des produits agricoles, études techniques pour la construction d'infrastructures rurales etc.).

Au niveau de la composante 2, le calendrier de mise en œuvre des aménagements hydro-agricoles établi lors de la mission de supervision précédente n'a pas pu être respecté. La livraison des premiers aménagements (121 ha) prévue en 2020 ne pourra pas avoir lieu en raison des lourdeurs administratives. Il en est de même de l'identification des sites et la réalisation des études techniques sur environ 1 050 ha en vue du lancement des travaux en 2021. Cependant au niveau de la filière mangue, à la suite des appuis du PADFA en intrants phytosanitaires, les pertes de produits ont été réduites voire quasi-nulles et les producteurs ont pu exporter dans la sous-région (Ghana) malgré la pandémie du COVID19.

L'absence de comptes d'exploitation actualisés ne permet pas l'appréciation de la rentabilité des activités et de la compétitivité des produits pour alimenter les conseils et orientations aux producteurs en termes d'optimisation des facteurs de production et de mode de commercialisation.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le PTBA n'a pas été transmis au FIDA dans les délais requis (fin décembre 2019) et son approbation par le FIDA a eu lieu en février 2020, après la prise en compte par l'UCP de certaines recommandations d'amélioration.

Les taux d'exécution physique et financier du PTBA 2020 sous revue (période janvier/mai qui représente 52% du PTBA 2020 respectivement de 7,5% et 17 % sont faibles.

La performance globale du PTBA reste tributaire des infrastructures hydroagricoles et marchandes qui représentent plus de 50% des prévisions budgétaires et qui sont majoritairement programmées au cours du 2eme semestre 2020 ; mais aussi de facteurs exogènes : notification tardive du budget par le GovCI (mars 2020), lourdeur de la passation des marchés (centralisée), restrictions du fait de la COVID-19.

Évaluation du PTBA

Le démarrage effectif du programme a accusé du retard. Les échanges avec l'UCP ont permis de constater que l'élaboration des PTBA du projet fait l'objet d'échanges avec les acteurs régionaux et les bénéficiaires.

Le projet élabore des PTBA avec une programmation détaillée, désagrégée par activités, tâches, résultats attendus, assortie d'indicateurs et de cibles. Il comporte un chronogramme de mise en œuvre et identifie les responsables. Toutefois, la répartition des coûts est effectuée sources de financement, mais pas par catégorie. Le PTBA 2020 a été transmis au FIDA pour avis de non-objection fin décembre 2019 en dehors des délais impartis (30 octobre 2019). Le montant du budget 2020 est de 10 063 073 900 FCFA.

Le taux physique d'exécution du PTBA 2020 au 31/05/2020 (axé sur les résultats) est de 7.5% et il se présente comme suit par composante : composante 1, 5% ; composante 2, 4% ; Composante 3, 14%. Le taux de décaissement des ressources extérieures est de 13%. Les taux réels de décaissement demeurent variables par source de financement : (a) Prêt FIDA 27,1% USD, (b) prêt OFID 0%. Les taux de décaissement avec engagements sont respectivement de 33,3% des ressources du prêt FIDA et 0% des ressources du prêt OFID. Cela s'explique par le fait que dans le PTBA 2020 les fonds OFID sont programmées pour financer les infrastructures hydroagricoles, marchandes et les équipements post-récolte qui n'ont pas été réalisées au cours des cinq mois.

Le taux de réalisation financière du PTBA 2020 par composante se présente comme suit : composante 1: 0%; composante 2: 22 % et composante 3: 21%. Aucun décaissement n'a eu lieu sur la composante 1. Cela s'explique par des lenteurs dans la mise en œuvre des infrastructures rurales. Ce taux enregistré pourrait s'améliorer avec l'identification des sites et le lancement des études techniques des infrastructures marchandes, des études de faisabilité et des études environnementales et sociales des composantes 1 et 2 qui représentent environ 20% du budget.

D'une manière générale, malgré une planification très ambitieuse en 2020, les taux d'exécution du PTBA (physique et

financier) sont jugés faibles. Ceci s'explique par d'une faible anticipation et proactivité dans l'exécution des activités (lenteur dans l'élaboration et validation des TDR), accentuées par la notification tardive du budget, des lourdeurs administratives et des lenteurs dans la passation des marchés, l'attestation du contrôle financier et le paiement des dépenses et par la crise sanitaire COVID-19. L'UCP, au cours des 7 derniers mois de l'année, devra revoir son PTBA pour améliorer la performance du projet, prioriser la réalisation des infrastructures rurales y compris le barrage de Sologo (aménagements hydro-agricoles, pistes, magasins, etc.) et des équipements agricoles dont les prévisions budgétaires pèsent plus de 50% du budget total du Projet. L'équipe du projet devra aussi veiller à anticiper sur la passation de marché afin d'assurer un déroulement à temps activités planifiées.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réviser le PTBA 2020 Réviser le PTBA 2020 pour tenir compte du retard accusé et des effets de la crise sanitaire, mais aussi des possibilités réelles de mise en œuvre du projet	Equipe RSE	06/2020
Financement OFID Accélérer la mise en œuvre des investissements financés par l'OFID	Coordonnateur	06/2020

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La performance du système est jugée modérément satisfaisante. Le service S&E du projet a souffert du départ du RSE et de son assistante. Face à cette vacance, le contrat du consultant chargé d'assister l'UCP dans la mise en place du système de suivi-évaluation a été suspendu et l'assistant gestion des savoirs a dû assurer certaines responsabilités en matière de rapportage. Le nouveau RSE et l'assistant RSE ont été recrutés et ont pris fonction au début juin 2020. L'étude de référence ainsi que le manuel d'exécution du programme n'ont toujours pas été réalisés, mais le consultant en charge de l'élaboration du manuel est déjà sélectionné et son recrutement au stade de l'approbation.

Évaluation du système de suivi-évaluation

La finalisation du manuel de suivi-évaluation et des outils de collecte accuse du retard, alors que la stratégie de ciblage est élaborée et que les OPA bénéficiaires intervenant dans les filières riz et maraichers ont été identifiés. Les TDR de l'enquête socio-économique de référence sont disponibles, mais doivent être adaptés aux nouvelles directives du FIDA en la matière. Le calendrier de collecte de données et le rapport de suivi-évaluation semestriel sont en cours d'élaboration par la nouvelle équipe. Toutefois un calendrier pour la finalisation du manuel de suivi-évaluation est disponible, ainsi que les outils de collecte qui doivent être testés dans le cadre des activités de production en cours (production de riz et maraichers). La mission rappelle l'urgence de mettre en place un système de suivi évaluation et de l'opérationnaliser, ainsi que la nécessité de prendre en compte dans ce système les indicateurs environnementaux et climatiques, ainsi que l'identification de leçons apprises.

Le renforcement en cours de l'équipe du projet devrait permettre de mieux opérationnaliser le système après avoir testé les outils de collecte. Les prestataires et partenaires du projet doivent jouer un rôle essentiel à ce niveau. Le projet devra s'assurer que les cahiers des charges précisent les données qu'ils doivent renseigner et leur fournir des outils appropriés de collecte et de rapportage. Ces outils devront être revus avec les partenaires et ceux-ci devront être formés à leur utilisation. Des missions de supervision régulières devront être assurées par l'équipe de suivi-évaluation pour vérifier la qualité des données fournies et pour pallier le risque de rétention ou de perte des données.

L'UCP a produit un rapport annuel 2019 et un rapport trimestriel. Mais aucun rapport de suivi-évaluation n'a été produit. Le CMR est élaboré et actualisé ainsi que le cadre logique. La mission les a passés en revue afin de s'accorder sur les cibles finales du projet. Durant cet exercice, des incohérences ont été identifiées et clarifiées de la manière suivante, conformément au COSTAB et au PTBA non-objecté :

- Nombre de contrats passés entre les organisations de producteurs, les transformateurs, les commerçants et les circuits de distribution : 50 au lieu de 150;
- Nombre d'unités de transformation, de conservation et de stockage des produits maraichers mises en place : 400 unités de transformation et conditionnement dont 300 cases de conservation d'oignon, 95 hangars, 5 séchoirs;
- Nombre de producteurs pour le verger de mangues : 5 000 producteurs conformément au COSTAB et non 6 000 parfois mentionnés dans le document de conception du projet;
- La cible 2020 du CMR de 500 ha de bas-fonds rizicoles emblavés est passée à 241 ha, conformément au PTBA 2020 non-objecté par le FIDA;
- LA superficie de riz de plateau emblavée passe de 1500 ha à 2000 ha, conformément au PTBA 2020 non-objecté par le FIDA.

D'autres outils de gestion comme des tableaux de bord et des bases de données devraient être produits. Ces informations devraient permettre d'améliorer le pilotage et la planification participative du programme.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Planification des missions de collecte de données Elaborer un calendrier de missions de collecte et de vérification des données	Equipe de RSE	06/2020
Manuel d'exécution du projet Démarrer l'élaboration du manuel d'exécution	Equipe de RSE	06/2020
Manuel de suivi-évaluation Finaliser l'élaboration et la validation du manuel de suivi-évaluation du PADFA, y compris la validation des outils de collecte	Equipe RSE	07/2020
Etude de référence Finaliser les TDR de l'enquête de référence et les soumettre à l'ANO du FIDA	Equipe RSE	07/2020

Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La SECAP est intégrée dans le document de projet et le PTBA 2020. Toutefois, certaines activités tardent à être mises en œuvre. Les activités relatives à l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), l'Utilisation d'intrants biologiques/organiques et la Formation des producteurs à l'utilisation des produits phytosanitaires sont planifiés. Mais raison de la situation du COVID 19, le projet enregistre un retard dans leur exécution.

La formation des producteurs et groupements dans la lutte contre la mouche de fruits a été exécuté avec succès et la qualité de la mangue s'est améliorée. Les autorités nationales et régionales et les partenaires ont été activement engagés dans la mise en œuvre des activités de distribution des produits phytosanitaires et les formations des producteurs.

Évaluation des PESEC

L'analyse de la mise en œuvre de la SECAP permet de constater un important retards en raison des lourdeurs administratives de la passation des marchés, de faiblesse constatés dans la planification opérationnelles de la mise en œuvre des activités et de la situation COVID 19. Ces externalités ont impacté négativement la mise en œuvre des activités planifiées et l'UCP entend révisé le plan PTBA pour réduire les effets. Déjà en matière de passation de marché, les démarches entreprises ont permis de décentraliser la passation de marchés dans la zone du projet. Ceci permettre d'accélérer le processus de recrutement des prestataires de services et partenaires de mise en œuvre.

Les activités de renforcement de capacités et de transformation/valorisation des produits de la mangue sont en cours. Les études environnementales sont en cours d'initiation mais ne sont pas encore disponibles. L'équipe est toujours sur la phase de passation de marché et il est urgent de les compléter dans les meilleurs délais.

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable

Note: 6

Notation précédente: 4

Justification de la note

La notation relative au taux de décaissement est calculé automatiquement par le FIDA. Le calcul prend en compte seulement le décaissement des contributions FIDA qui pour le projet, après 26 mois d'exécution est de 27,1%. Ce taux d'exécution du Prêt FIDA est jugé comme très satisfaisant par rapport à la moyenne des projets FIDA du même type. Néanmoins, le faible taux de décaissement de la Contrepartie gouvernementale (9,2%) et le retard dans l'activation du financement OFID (0%) et des contributions des bénéficiaires (0%) donnent un taux de décaissement global du projet seulement 12,4%.

Principaux problèmes

Le projet a soumis 2 DRF et 4 DPD en 2020. Le processus d'approbation et paiement peut prendre jusqu'à 2 mois. Les DRF sont depuis quelque mois générés par le logiciel et le rythme de soumission est satisfaisant. Le taux de réalisation du PTBA 2019 était de 33% pendant que son taux de décaissement était de 20,9%. Cette différence s'explique avec la lourdeur du processus d'approbation des dépenses mais aussi avec une accélération des activités du projet en fin d'année et dont le paiement a été reporté à l'année suivante. Le taux d'exécution et de réalisation du PTBA 2020 sont très similaires et s'arrêtent en fin mai à un taux de 17% ce qui est très faible du fait qu'on s'approche à la fin du premier semestre. Les retards dans le lancement des activités se couple ici avec les retards du gouvernement dans la notification de la partie FIDA du PTBA, ce qui ne permet pas au PADFA de lancer des nouveaux marchés et limite sa capacité de décaissement. Les retards dans la mise en place des activités du projet sont reflétés dans le taux de réalisation financière de la composante 1 qui est toujours de 0% contre le taux de réalisation des composantes 2 et 3 qui atteignent à date 27% et 49% respectivement. Une comptabilisation erronée de certaines dépenses dans la composante 3 (voir par exemple le carburant) contribue à une surestimation du taux de réalisation de cette composante. Le retard dans la mise en œuvre des activités de la composante 1 n'a finalement pas permis au projet de décaisser la contribution OFID qui insiste exclusivement sur cette composante. Néanmoins, ces taux de réalisations sont aussi reflétés dans la très forte exploitation de la catégorie « Salaires et indemnités » (54%) et « Biens services et intrants » (91.9%) après soumission des DRF et DPD en attente. Avec des taux de décaissement pareils, il est très probable que les fonds alloués à ces catégories ne seront pas suffisants jusqu'à la fin du projet. Il faut aussi noter que, les longues délais pour le traitement des factures et l'approbation des paiements, qui s'attestent en moyenne à 21 jours, contribuent à réduire l'efficacité du Projet en termes de décaissement.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Plan de décaissement pour les catégories 3 et 5 Procéder à prévision des dépenses à effectuer jusqu'à la fin du Projet sur les catégories 3 et 5 et proposer au FIDA un plan d'action pour éviter des blocages dans le décaissement du projet (montant maximum décaissé par catégorie est de 130%)	UCP	09/2020
Contributions des bénéficiaires Comptabiliser les contributions des bénéficiaires qui ont eu lieu depuis le début du projet en s'appuyant sur des pièces justificatives probantes. Pour le futur il faudra prévoir dans le détail avec les responsables des composantes le mécanisme de justification de ces contributions et prévoir si nécessaire des formulaires spécifiques à cet effet.	RAF/Comptable/ Responsables des Composantes	
Accélérer le processus d'approbation et notification du Budget du projet	Autorités nationales	
Réduire le délai moyen de traitement des factures et d'approbation des paiements à 15 jours	UCP/Agent Comptable/ Contrôleur financier	
Comptabiliser les coûts engendrés pour la réalisation de chaque activité sur la composante relative à cette activité	RAF/Comptable	

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 4

Notation précédente: 2

Justification de la note

Le Projet a connu une phase de lancement très compliquée à cause de retards dans le recrutement, démissions et le manque du logiciel comptable. Aucune comptabilité était tenue pour le premier 2 ans de vie du projet. Néanmoins, Des énormes progrès ont été fait dès l'arrivée du RAF par intérim qui a pu: garantir l'installation et le paramétrage du logiciel, récupérer la comptabilité du projet et produire les premiers états financiers. Le recrutement de l'équipe financière sera complet avec la prise de service du comptable qui garantira une bonne séparation des tâches à l'intérieur de l'équipe. Néanmoins, plusieurs aspects de gestion doivent encore faire l'objet d'amélioration.

Principaux problèmes

L'équipe du projet a été complétée dans le dernier 3 mois d'implémentation. Le RAF est recruté en mai après démission du RAF précédent et secondé par un RAF expérimenté. L'Assistante comptable est recruté (premier juin 2020) tout comme le comptable qui n'a pas encore pris service. Après le recrutement du nouveau RPM et l'entrée en service du comptable, l'équipe de projet sera au complet pour la première fois depuis son lancement. Le SAF n'a pas reçu de formation en anticorruption. Une formation a été fournie au lancement mais la rotation de l'équipe fait que presque personne n'est formée.

Le PTBA 2020 a été non objecté en février par le FIDA. La partie FIDA du PTBA n'a pas encore notifiée par l'état (autorisation des dépenses) ce qui ne permet pas de passer les marchés au niveau local. Aucun marché n'a été lancé en 2020. Les PTBA du Projet sont accompagnés d'un Plan de Passation de Marché. Pourtant le lien entre PTBA et PPM doit être renforcé en spécifiant dans le PPM les lignes budgétaires qui sont intéressés par chaque marché.

Le manuel décrit le processus d'autorisation et d'évacuation des dépenses et prévoit une effective division des tâches. Pourtant la séparation des tâches au sein de l'équipe de projet n'a pas été effectif jusqu'à présent faute le recrutement de l'équipe. Le risque que cela comporte est mitigé par la séparation fonctionnelle de tâches crée par l'application du système national de gestion des projets.

À date, la caisse du projet n'est pas encore mise en place. Avec le recrutement du comptable la caisse devrait être mise en place en accord avec le manuel de procédures. La mission a contrôlé un échantillon de dépenses des DRF n. 4, 9 et 11, pour un montant total de 93 millions de FCFA. Les dépenses sont éligibles et généralement suffisamment justifiées.

Le système de gestion du carburant est en cours de finalisation: Le RAF intérimaire a instauré des carnets de bords sur les nouveaux véhicules dont seulement 4 sont utilisé pour l'instant. Une carte Total a aussi été mise en place. Le nouveau RAF a préparé un système de suivi de consommation qui devra être mis en fonction au plus tôt.

Les voiture sont immatriculés avec plaques de l'état. Elles devraient normalement être couverte par un service d'assurance publique. Le projet a été demandé de démontrer au FIDA que le niveau de couverture offert par cette assurance est acceptable et en ligne avec les produits disponibles sur le marché.

Le logiciel est installé et paramétré pour fournir les principaux rapports financiers, suivi budgétaire et pour générer les DRF. Le projet n'a pas produit des rapports financiers pendant la première et deuxième année d'activité. Avec l'arrivée du RAF par Intérim le rapport du premier semestre 2019 et celui de l'année 2019 ont été produit et envoyés au FIDA le 15 mai 2020. Les états financiers doivent être intégrés avec les éléments suivants: (1) liste d'actifs fixes ; (2) Etats des demandes de retrait, (3) Sources et utilisations des fonds (4) Etat du compte désigné et des comptes d'opération et rapprochement. Le rapport intérimaire pour le premier semestre 2019 a été envoyé en date du 15 mai 2020. Le prochain rapport pour le premier semestre 2020 est attendu avant du 15 aout. Les rapports sur l'exécution des composantes techniques du PTBA sont produit à partir du logiciel TOMPRO. La mauvaise qualité des intitulés du PTBA rend le suivi budgétaire et la comptabilité analytique très peu utile pour un suivi effectif de la performance du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Mission de contrôle des Services d'Inspections de l'Emprunteur Diligenter une mission de contrôle des Services d'Inspections de l'Emprunteur afin de clarifier globalement l'utilisation de la dotation de 145 millions FCFA de l'Etat au titre du financement du PTBA 2019	UCP	03/2020
Assurance véhicules Vérifier la qualité de la couverture d'assurance véhicules actuellement en vigueur au projet et proposer au FIDA un plan pour l'intégrer, si nécessaire.	RAF/Coordo	06/2020
Améliorer la présentation des états financiers du projet en incluant tous les états additionnels requis par le FIDA	RAF/Compta	07/2020
Finaliser et opérationnaliser le système de gestion et suivi du carburant	RAF/Compta	07/2020
Comptabiliser les exonérations de l'état depuis le démarrage du projet	RAF/Compta	08/2020
Prévoir une formation du personnel du Projet aux pratiques d'anticorruption du FIDA	UCP/FIDA	08/2020
Indemnités en carburant de l'AC et du CF Aligner les indemnités en carburant de l'AC et du CF aux pratiques en vigueur pour la banque mondiale en attendant une délibération spécifique pour le projet FIDA.	Ministère de l'économie et des finances et ministère de Tutelle	08/2020
Valoriser dans la comptabilité la contribution de l'état en termes d'équipements et matériels fournis au projet.	RAF/Compta	09/2020
Améliorer la saisie des dépenses dans le logiciel en mieux décrivant le type de dépense saisie	RAF/Compta	
Améliorer la formulation du PTBA Améliorer la formulation du PTBA en lignes budgétaires par activité. Cela permettra au système de comptabilité analytique de devenir un instrument de gestion utile pour le pilotage du projet.	UCP	

Qualité et ponctualité des audits

Note:

Fonds de contrepartie

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le Gouvernement s'est engagé dans l'accord de financement à contribuer au projet pour un montant total de 4,2 millions de dollars, équivalent à environ 2,56 milliards de FCFA. Au passage de la mission ce montant a été décaissé à la hauteur de 9% (227,7 millions de FCFA), ce qui représente un montant assez faible après deux ans d'implémentations.

Principaux problèmes

La mission remarque que les montants approuvés dans les différents PTBA ont été virés dans le compte dédié avec retard. Cela a créé des tensions de trésorerie au niveau du projet et pourrait avoir dans le futur des effets négatifs sur sa

capacité de décaisser à temps et d'atteindre ses objectifs. Par contre il faut noter que la contribution de l'état en nature (véhicules et autres équipements) et en exonérations pour les années 2018 et 2019 n'a pas fait l'objet de valorisation et comptabilisation par le Projet, ce qui sous-estime légèrement la contribution totale de la contrepartie au PADFA.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Décaisser le montant accordé à la contrepartie sur chaque PTBA en une solution unique et rapidement après l'approbation du PTBA	Ministère de l'économie et des Finances	

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Les clauses principales de l'accord de financement sont respectées par le projet.

Principaux problèmes

Une exception au respect des clauses de financement est constituée par les retards dans la soumission et approbation des PTBA. Concernant les rapports financiers semestriels, le projet est finalement en mesure d'établir des états financiers. Les rapports de juin et décembre 2020 ont été préparés et soumis au FIDA en mai 2020. Le rapport pour le premier semestre 2020 est attendu au plus tard le 15 août.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Respect des dispositions de la lettre à l'emprunteur (LTB) Soumission au FIDA des états financiers intérimaires pour le premier semestre 2020 au plus tard le 15 août.	RAF/Compta	08/2020

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

La mission a noté un retard conséquent dans la mise en œuvre du PPM 2020, à cause de la disponibilité tardive des dispositifs d'engagement des dépenses du Ministère, de l'avènement du COVID-19, ainsi que d'un déficit d'effectif au sein du projet. Le cumul de ces contraintes s'est traduit par un faible taux d'exécution du PPM 2020. Toutefois, des signes encourageants sont notés, dont le transfert de la passation de marchés à Korhogo, ainsi que le renforcement de l'effectif du personnel en passation de marchés.

Évaluation de la passation des marchés

Constat sur l'organisation de la passation de marchés : le projet a fait face à des contraintes qui ont impacté la passation de marchés au premier semestre 2020 : (i) l'approbation tardive du PTBA, (ii) la notification tardive du budget, (iii) la gestion de la passation de marchés à Abidjan (budget inscrit au niveau central), (iv) l'ouverture tardive du SIGMAP, (v) l'avènement du COVID-19 qui rendait difficile la circulation nord/sud, (vi) la réforme budgétaire en gestion de programme et les difficultés qui s'en sont suivies sur l'engagement des dépenses, et (vii) des bouleversements au niveau du personnel du projet : indisponibilité du coordonnateur, démission de quelques responsables dont le RPM. Ces facteurs ont impacté la mise en œuvre des activités, généralement bloquées par les retards de la passation de marchés.

Taux d'exécution du PPM 2020 : au 31 mai 2020, le taux d'exécution du PPM 2020 est de 28% en valeur et 21% en nombre, mais incluant en grande partie des processus issus du PPM 2019. Seuls 10 contrats ont été signés depuis la dernière mission de supervision.

Structure de passation de marchés : Deux assistants en passation de marchés (APM) ont été recrutés depuis deux mois et le recrutement du nouveau RPM aboutira mi-juillet. De plus, le transfert de la gestion à la DRMP Korhogo a été obtenu, rendant ainsi effectif la passation de marchés à Korhogo, avec le concours de la DRMP et de la COJO régionale. Cet ensemble de mesures est noté avec satisfaction. Toutefois, le nouveau code des marchés prévoit la présidence de la COJO par le Responsable de la Cellule de Passation de Marchés Publics (CPMP) du MINADER qui se trouve à Abidjan, ce qui pourrait générer les mêmes contraintes qu'avant dues à l'éloignement géographique des acteurs.

Le projet, avec l'appui du FIDA, est invité à engager une discussion au MINADER afin que (i) à court terme, la présidence de la COJO soit assurée par un responsable issu de la Direction Régionale du MINADER à Korhogo, et (ii) à moyen terme, une CPMP soit mis en place dans ladite Direction Régionale pour prendre en charge les attributions en passation

de marchés du Ministère vis-à-vis du projet PADFA. Ces mesures devront s'accompagner d'un renforcement de capacités approprié pour les acteurs régionaux (projet, COJO, CPMP).

Manuel des procédures. Le manuel des procédures administratives, financières et comptables et de passation de marchés devra être mise à jour dans les meilleurs délais pour assurer la conformité des procédures appliquées, notamment pour les partenaires (Interprofessions filières) qui seront amenés à passer des marchés pour le compte du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Formation du personnel de l'UCP Former le personnel du projet sur les procédures nationales	Coordonnateur– RPM-DRMP	03/2020
COJO Régional Mettre en place la COJO au niveau régional (Korhogo)	Coordonnateur CPMP - DRMP	06/2020
Numérisation des archives Numériser les archives à partir de l'exercice 2020Finaliser le manuel des procédures administratives, financières et comptables, et de passation de marchés	Coordonnateur-RPM Coordonnateur – RPM - RAF	07/2020
Formation en passation des marchés Former le personnel du projet sur (i) les procédures nationales de passation de marchés et (ii) le Budget programme	Coordonnateur – RPM – DRMP - CPMP	09/2020
Formation des membre de la COJO Former les membres de la COJO sur les procédures du FIDA	Coordonnateur- RPM	10/2020
CPMP au niveau régional Engager une discussion au MINADER en vue de : - nommer un responsable au sein de la Direction Régionale du MINADER à KORHOGO pour assurer la présidence de la COJO - mettre en place une CPMP au niveau de la Direction Régionale du MINADER à KORHOGO	MINADER Coordonnateur - DRMP (appui FIDA sollicité)	11/2020

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement	Note: 4	Notation précédente: 4
Évaluation de la performance globale de l'exécution	Note: 4	Notation précédente: 3

Justification de la note

Compte tenu du COVID, la mise en oeuvre evalue dans le bon sens.

F. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		

Etudes d'amélioration des plateaux techniques des 20 mini-rizeries et 100 unités de décortiquage existantes Accélérer le recrutement des cabinets d'études Réaliser les études technico-économiques	RPM/Consultant GR	08/2019
Recrutement du Bureau de contrôle des travaux de réhabilitation des 4 sites PROPACOM. Accélérer le processus et s'assurer de la contractualisation dans le meilleur délai.	RPM/Consultant GR	10/2019
Etudes filières Soumettre les TDR aux interprofessions pour avis	R4P	06/2020
Modifications du PTBA 2020 sur la composante 1.2s Annuler pour l'année les activités relatives à la certification et à la traçabilité pour les centres de conditionnement de mangues, les études hygrométriques des cases d'oignon, ainsi que l'AMI pour le financement de l'usine de transformation. Anticiper néanmoins leur préparation pour 2021.	Resp.Filière Mangue/Maraichère	06/2020
Distribution des intrants Encourager les avances d'intrants par les transformateurs	PADFA/ Resp Filière	06/2020
Appui à la structuration des OPA Réaliser un mapping des unions et OPA départementales, régionales et nationales et concevoir une stratégie d'accompagnement des unions	PADFA/RGSOPA	06/2020
Marchés de travaux de réhabilitation des sites de l'ex-PROPACOM - Tenir une réunion avec les attributaires pour faire le constat de force majeure due au Covid-19/saison des pluies ne permettant pas le lancement des travaux en 2020 ; - Faire une notification officielle aux entreprises de la décision d'ajournement des travaux pour cas de force majeure sous signature du Maître d'ouvrage. avant le lancement des travaux	Coordonnateur/RMP/CPMCP	07/2020
Sécurisation foncière des 4 sites de PROPACOM Accélérer la procédure et assurer la sécurisation foncière des 4 sites rizicoles à aménager avant le lancement des travaux Accélérer la procédure et assurer la sécurisation foncière des 4 sites rizicoles à aménager avant le lancement des travaux	RespFilièreRiz/Consultant GR	08/2020

Identification de la première génération de nouveaux sites à aménager Procéder à l'identification de la première génération des sites à aménager.	RespF.Riz/Maraîchage/GR	08/2020
Appui aux interprofessions Organiser des cadres de concertation locaux autour de la contractualisation pour animer l'interprofession à la base	PADFA/RespFilière	12/2020
Recrutement du consultant en commercialisation Achever rapidement son recrutement en revoyant la durée de son contrat pour assurer un appui dans le temps aux OPA	R4P	12/2020
Recrutement de bureaux pour les Etudes techniques/EIES des nouveaux sites identifiés Accélérer le processus de recrutement des bureaux pour les études d'au moins 1800 ha de sites rizicoles et 120 ha de sites maraichers	RMP/Consultant GR	12/2020
Efficacité en matière de développement		
Bonne utilisation et gestion des emballages des intrants phytosanitaires Définir les modalités de gestion des emballages des herbicides après leur utilisation et former les producteurs bénéficiaire	RespFilières/Prestataires	12/2019
mis en place des intrants pour le riz Accélérer la mise en place des intrants pour le riz	UCP/Responsable filière riz	06/2020
Appui conseil (filière maraîchère et riz) Accélérer le recrutement des prestataires d'appui-conseil pour les filières riz et maraîchage	UCP/Responsables Filières	06/2020
Valorisation des animateurs endogenes En lien avec les OPA, encourager la valorisation des animateurs endogènes pour le conseil aux producteurs en attendant le recrutement des prestataires en vue de renforcer les capacités d'autonomisation technique des OPA et plus tard préparer la stratégie de sortie du projet	UCP/Responsables filières	06/2020
Révision du PTBA 2020 Réviser le PTBA 2020 en reprogrammant les activités pour ne tenir compte que de celles réalisables en 2020	Coordonnateur/ Toute l'équipe	06/2020

Transfert du budget et de la gestion de la passation des marchés en région Entrer en contact avec le Ministère du Budget et la Direction Régional de passation des Marchés pour accélérer la migration de la gestion de la passation des marchés à la Direction Régionale de Passation des Marchés	Coordonnateur	06/2020
Protocome d'accord avec le Programme National de la Nutrition (PNN) Accélérer l'établissement du protocole d'accord avec le PNN	UCP/ Responsable Filière Maraichère	08/2020
Suivi de l'évolution des cultures maraichère Sur les sites maraîchers, renforcer la supervision, le suivi et l'évaluation de l'évolution des cultures au regard de la forte pression parasitaire en saison des pluies et éventuellement les risques de poche de sécheresse	Responsable/assistant Filières maraichère	12/2020
Compte d'exploitation (filière riz et maraichère) Sur le riz et le maraîchage, réactualiser les comptes d'exploitation pour mieux orienter les conseils aux producteurs	UCP/ RespFilières	12/2020
Assistance technique Prendre les dispositions nécessaires pour recruter un Assistant technique international GR permanent (3 ans) pour appuyer l'UCP	Coordonnateur/ RMP	12/2020
commercialisation des produits maraichers Pour le maraîchage, compte tenu du poids du coût du transport sur la compétitivité des produits, entamer la réflexion avec les producteurs sur le meilleur mode organisationnel de commercialisation (bord champ, contractualisation...)	UCP/RespFilière	12/2020
Mise en place d'un mécanisme durable de financement (filière mangue) Sur la mangue, accompagner les réflexions de l'interprofession sur la mise en place d'un système durable de financement de la filière, qui pourrait être capitalisé pour les autres filières	UCP/RespFilière	12/2020
Sensibilisation des producteurs sur les indicateurs de résultats Sur les filières, renforcer la sensibilisation des producteurs sur les indicateurs de résultats en termes de production et de commercialisation attendus dans le PTBA	UCP/RespFilières	12/2020

Diffusion d'informations et sensibilisation aux risques climatiques Développer la diffusion d'informations et sensibilisation aux risques climatiques à travers : - Les campagnes de sensibilisation - L'utilisation des radios communautaires en langues locales et les radios nationales - Les applications mobile pour les informations de suivi climatique et environnementales (météorologiques et période culturelle)	Resp Filières	12/2020
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Partenariat avec pour le financement de la filière mangue Finaliser le partenariat avec KfW pour la mise en place du fonds de garantie pour financer les différentes filières	Coordonnateur/ responsable 4P	03/2020
Partenariat avec le FADCI Finaliser les échanges et conclure un accord formel de partenariat avec le FADCI.	Coordonnateur/UCP	07/2020
Partenariat avec la Banque Mondiale Approfondir les échanges et identifier les sites potentiels à couvrir par le PADFA	Coordonnateur/filièreRiz/ GR	08/2020
stratégie de sortie du Projet Elaborer et engager la mise en œuvre la stratégie de sortir du programme	UCP	08/2020
Partenariat avec l'agrégateur ITIA Achever le montage du projet de partenariat avec ITIA en veillant à l'appuyer sur un plan d'affaires solide.	Responsable Filière mangue	09/2020
Partenariat avec le FADCI Prendre les dispositions nécessaires pour la contractualisation des différents prestataires sélectionnés par le FADCI.	Coordonnateur/RMP/GR	10/2020
Partenariat avec les institutions financière Reprendre les discussions avec le fonds de la KfW afin de finaliser la solution de refinancement pour les IMF partenaires. Finaliser la convention avec l'UNACOOPEC-CI. Etablir un partenariat avec une autre IMF.	R4P, appuyés par les responsables filières.	12/2020
Evaluation de la performance des prestataires Partager le résultat de l'évaluation des prestataires aux prestataires concernés	Coordonnateur RPM Responsables techniques	12/2020

Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) S'assurer que la mise en place de chaque infrastructure est accompagnée d'une EIES ou d'une notice environnementale selon le cas et que les mesures de mitigation et de gestion sont prises en charge	Resp. Filières	12/2020
Utilisation d'intrants biologiques/organiques Promouvoir l'utilisation des bio-pesticides ou du compost dans le cadre de l'appui aux sites maraîchers et former les bénéficiaires à leur utilisation	Resp. Filières	12/2020
Formation des producteurs à l'utilisation des produits phytosanitaires Insérer dans les marchés des fournisseurs la formation des producteurs à l'utilisation de produits phytosanitaires pour le riz et maraîchage	Resp.filières	12/2020
Gestion du projet		
Assistance technique à gestion des savoirs Finaliser le recrutement du consultant pour la mise en place de la stratégie de gestion de savoir	UCP/Cellule de Passation des Marchés	07/2019
Suivi de la mise en œuvre du projet Renforcer le suivi des activités planifiées (activités techniques et administratives)	Cellule Suivi-Eval.	06/2020
Planification des missions de collecte de données Elaborer un calendrier de missions de collecte et de vérification des données	Equipe de RSE	06/2020
Manuel d'exécution du projet Démarrer l'élaboration du manuel d'exécution	Equipe de RSE	06/2020
Réviser le PTBA 2020 Réviser le PTBA 2020 pour tenir compte du retard accusé et des effets de la crise sanitaire, mais aussi des possibilités réelles de mise en œuvre du projet	Equipe RSE	06/2020
Financement OFID Accélérer la mise en œuvre des investissements financés par l'OFID	Coordonnateur	06/2020
Manuel de suivi-évaluation Finaliser l'élaboration et la validation du manuel de suivi-évaluation du PADFA, y compris la validation des outils de collecte	Equipe RSE	07/2020

Etude de référence Finaliser les TDR de l'enquête de référence et les soumettre à l'ANO du FIDA	Equipe RSE	07/2020
Réunion du Comité de Pilotage Organiser une réunion du comité de pilotage pour réviser le PTBA/PPM pour prendre en compte les retards accusés dans sa mise en œuvre	Coord./Equipe suivi-Eval.	07/2020
Suivi interne de la mise ne oeuvre des tâches Renforcer le suivi interne de la mise en œuvre des tâches en mettant en place des outils de gestion des activités	Coordonnateur/Responsables de filières/RPM/RSE	12/2020
Gestion et exécution financière		
Formation du personnel de l'UCP Former le personnel du projet sur les procédures nationales	Coordonnateur– RPM-DRMP	03/2020
Mission de contrôle des Services d'Inspections de l'Emprunteur Diligenter une mission de contrôle des Services d'Inspections de l'Emprunteur afin de clarifier globalement l'utilisation de la dotation de 145 millions FCFA de l'Etat au titre du financement du PTBA 2019	UCP	03/2020
COJO Régional Mettre en place la COJO au niveau régional (Korhogo)	Coordonnateur CPMP - DRMP	06/2020
Assurance véhicules Vérifier la qualité de la couverture d'assurance véhicules actuellement en vigueur au projet et proposer au FIDA un plan pour l'intégrer, si nécessaire.	RAF/Coordo	06/2020
Numérisation des archives Numériser les archives à partir de l'exercice 2020Finaliser le manuel des procédures administratives, financières et comptables, et de passation de marchés	Coordonnateur-RPMCoordonnateur – RPM - RAF	07/2020
Améliorer la présentation des états financiers du projet en incluant tous les états additionnels requis par le FIDA	RAF/Compta	07/2020
Finaliser et opérationnaliser le système de gestion et suivi du carburant	RAF/Compta	07/2020
Respect des dispositions de la lettre à l'emprunteur (LTB) Soumission au FIDA des états financiers intérimaires pour le premier semestre 2020 au plus tard le 15 août.	RAF/Compta	08/2020

Comptabiliser les exonérations de l'état depuis le démarrage du projet	RAF/Compta	08/2020
Prévoir une formation du personnel du Projet au pratiques d'anticorruption du FIDA	UCP/FIDA	08/2020
Indemnités en carburant de l'AC et du CF Aligner les indemnités en carburant de l'AC et du CF au pratiques en vigueur pour la banque mondiale en attendant une délibération spécifique pour le projets FIDA.	Ministère de L'économie et des finances et ministère de Tutelle	08/2020
Formation en passation des marchés Former le personnel du projet sur (i) les procédures nationales de passation de marchés et (ii) le Budget programme	Coordonnateur – RPM – DRMP - CPMP	09/2020
Plan de décaissement pour les categories 3 et 5 Procéder à prévision des dépenses à effectuer jusqu'à la fine du Projet sur les catégories 3 et 5 et proposer au FIDA un plan d'action pour éviter des blocages dans le décaissement du projet (montant maximum décaissé par catégorie est de 130%)	UCP	09/2020
Valoriser dans la comptabilité la contribution de l'état en termes d'équipements et matériels fourni au projet.	RAF/Compta	09/2020
Formation des membre de la COJO Former les membres de la COJO sur les procédures du FIDA	Coordonnateur- RPM	10/2020
CPMP au niveau régional Engager une discussion au MINADER en vue de : - nommer un responsable au sein de la Direction Régionale du MINADER à KORHOGO pour assurer la présidence de la COJO - mettre en place une CPMP au niveau de la Direction Régionale du MINADER à KORHOGO	MINADER Coordonnateur - DRMP (appui FIDA sollicité)	11/2020
Contributions des bénéficiaires Comptabiliser les contributions des bénéficiaires qui ont eu lieu depuis le début du projet en s'appuyant sur des pièces justificatives probantes. Pour le future il faudra prévoir dans le détail avec les responsables des composantes le mécanisme de justification de ces contributions et prévoir si nécessaire des formulaires spécifiques à cet effet.	RAF/Comptable/ Responsables des Composantes	
Accélérer le processus d'approbation et notification du Budget du projet	Autorités nationales	

Réduire le délai moyen de traitement des factures et d'approbation des paiements à 15 jours	UCP/Agent Comptable/ Contrôleur financier	
Comptabiliser les coûts engendrés pour la réalisation de chaque activité sur la composante relative à cette activité	RAF/Comptable	
Décaisser le montant accordé à la contrepartie sur chaque PTBA en une solution unique et rapidement après l'approbation du PTBA	Ministère de l'économie et des Finances	
Améliorer la saisi des dépenses dans le logiciel en mieux décrivant le type de dépense saisie	RAF/Compta	
Améliorer la formulation du PTBA Améliorer la formulation du PTBA en lignes budgétaires par activité. Cela permettra au système de comptabilité analytique de devenir un instrument de gestion utile pour le pilotage du projet.	UCP	



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Programme d'appui au développement des filières agricoles

Rapport de supervision

Cadre logique du projet

Dates de mission: 02/06/2020 – 20/06/2020

Date du document: 04/08/2020

Identifiant du projet 2000001058

Numéro du rapport: 5476-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Programme d'appui au développement des filières agricoles

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses			
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité				
Portée Projet d'envergure regionale	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										Prise en compte de l'importance de la coordination intersectorielle, Equité dans l'accès aux ressources et la répartition des bénéfices au niveau des ménages et des organisations			
	Membres des ménages	0	80 000	180 000	999	1 440	0.8							
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés											SSE du Programme, rapportage interne	Trimestrielle	UCP
	Ménages dirigés par une femme					0								
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef					0								
	Ménages		14 443	32 500	999	1 440	4.4							
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							SSE du Programme, rapportage interne	Trimestrielle	UCP				
	Femmes	0	32 000	72 000	315	414	0.6							
	Hommes		16 000	36 000	3 635	3 877	10.8							
	Jeunes		32 000	72 000	1 442	1 475	2							
	Nombre total de personnes bénéficiant de services	0	80 000	180 000	3 950	4 291	2.4							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif du projet Contribuer à la réduction de la pauvreté et stimuler la croissance économique dans les régions de Bagoue, Poro, Tchologo, Hambol et Gbeke	Personnes bénéficiaires d'une mobilité économique d'ici à 2026							Evaluation d'impact	Année 1, 4 et 7	FIDA et Gouvernement	Stabilité socio-politique et résilience du cadre macro-économique; Existence d'un cadre national réglementaire, stratégique et institutionnel favorable
	Personnes	0	30 600	108 000	0	0	0				
	Personnes dont l'accès au marché s'est amélioré							Evaluation d'impact	Année 1, 4 et 7	FIDA et Gouvernement	
	Personnes	0	59 400	144 000	0	0	0				
	Personnes avec une production améliorée							Evaluation d'impact	Année 1, 4 et 7	FIDA et Gouvernement	
	Personnes	0	79 200	180 000	0	0	0				
Objectif de développement Améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des exploitations agricoles tirés des filières riz, mangue et produits maraîchers dans les zones du Programme	2.2.5 Organisations de producteurs ruraux faisant état d'une augmentation des ventes							Enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP, prestataires	Prise en compte de l'importance de la coordination intersectorielle, Equité dans l'accès aux ressources et la répartition des bénéfices au niveau des ménages et des organisations
	Pourcentage d'organisations de producteurs ruraux	0	25	75	0	0	0				
	Pourcentage de personnes déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique							SEE du programme et rapports des prestataires de service	Annuelle	UCP, prestataires de services	
	Pourcentage déclarant adopter des pratique, technologie durables et résilientes au changement climatique	0	45	75	0	0	0				
	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique										
	Ménages				0	0					
	Membres des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Ménages										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct La valorisation (transformation et commercialisation) des produits agricoles est améliorée	Nombre d'entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises							SEE du programme et rapports des prestataires de service	Annuelle	UCP, prestataires de services	Maîtrise des risques relatifs au marché
	Nombre d'entreprise bénéficiant de services de développement des entreprises	0	13	25	0	0	0				
	2.2.2 Entreprises rurales appuyées signalant une hausse de leurs bénéfices							COI survey	baseline, mid term, completion	UGP, prestataire	
	Nombre d'entreprises										
	Pourcentage d'entreprises	0	25	70	0	0	0				
Produit Des partenariats commerciaux soutiennent la commercialisation des produits	Contrats de partenariat commerciaux signés par les OPA soutenues par le Programme							SSE du Programme	Semestrielle	UCP	Maîtrise des risques relatifs au marché
	Contrats de partenariats commerciaux signés par les OPA	0	100	150	5	5	3.3				
Produit Des investissements et des technologies performantes améliorent la valorisation des produits	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							SSE du Programme, Rapportage interne	Trimestrielle	UCP	Maîtrise des risques relatifs au marché
	Nombre total d'installations				0	0					
	Installations de commercialisation construites ou remises en état		66	133	0	0	0				
	Installations de transformation construites ou remises en état		67	133	0	0	0				
	Installations de stockage construites ou remises en état		67	434	0	0	0				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct L'offre de produits agricoles bruts (frais) est améliorée	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production							Enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP, prestataires	Conditions climatiques appropriées
	Ménages	0	35	80	0	0	0				
	Pourcentage de personnes/ménages déclarant une amélioration de l'accès à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux étendues d'eau à des fins de production							SEE du programme et rapports des prestataires de service	Annuelle	UCP, prestataires de services	
	pourcentage de personne/ménage déclarant un accès amélioré à la terre, forêts et à l'eau pour produire	0	35	80	0	0	0				
Produit L'accès aux services de production est amélioré	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							SSE du Programme, Rapportage interne	Annuelle	UPC, SSE	Accessibilité et pérennité de l'offre de services (fournitures d'intrants, conseils agricoles, etc)
	Superficie en hectares	0	1 221	2 100	0	0	0				
Produit Les bonnes pratiques agricoles sont diffusées	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							SSE du Programme, Rapports des prestataires	Trimestrielle	UCP, prestataires	Accessibilité et pérennité de l'offre de services (fournitures d'intrants, conseils agricoles, etc)
	Nombre total de présences aux sessions de formation				785	1 226					
	Personnes formées à la production végétale	0	10 725	26 000	785	1 226	4.7				
	Nombre de personnes ayant reçu des services d'information climatique							SEE du programme et rapports des prestataires de service	Trimestrielle	UCP, prestataires de services	
	personne ayant reçu des service d'information climatique	0	10 725	26 000	392						

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct Les exploitations agricoles et leurs organisations sont professionnalisées	2.2.4 Membres des organisations de producteurs ruraux soutenus, déclarant la fourniture par leur organisation de services nouveaux ou améliorés							SSE du Programme, Rapports des prestataires	Annuelle	UCP, prestataires	Intégration et participation effective des exploitations agricoles et de leurs organisations dans le développement des filières; participation effectives des femmes aux sessions d'éducation nutritionnelle
	Pourcentage de membres des organisations de producteurs ruraux	0	35	80							
	1.2.8 Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)							COI, MDDW methodology	baseline, mid term, completion	UCP, prestataires	
	Femmes (%)			50							
	Femmes (nombre)	0	15 000	36 000	0	0	0				
	Ménages (%)										
	Ménages (nombre)										
	Membres des ménages										
Produit Les OP sont renforcées	2.1.4 Producteurs ruraux soutenus qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux							SSE du Programme, Rapports des prestataires	Annuelle	UCP, prestataires	Intégration et participation effective des exploitations agricoles et de leurs organisations dans le développement des filières
	Nombre total de personnes				5 183	5 624					
	Hommes	0	20 000	50 000	4 025	4 367	8.7				
	Femmes	0	20 000	50 000	1 158	1 257	2.5				
Produit Les connaissances, aptitudes et pratiques en nutrition des bénéficiaires sont améliorées	1.1.8 Ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition							SSE du Programme, Rapports des prestataires	Annuelle	UCP, prestataires	Intégration et participation effective des exploitations agricoles et de leurs organisations dans le développement des filières
	Membres des ménages bénéficiaires				0	0					
	Nombre de personnes qui participent	0	60 000	144 000	0	0	0				
	Hommes	0	30 000	72 000	0	0	0				
	Ménages	0	10 909	26 182	0	0	0				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes	0	30 000	72 000	0	0	0				



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Programme d'appui au développement des filières agricoles

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 02/06/2020 – 20/06/2020

Date du document: 04/08/2020

Identifiant du projet 2000001058

Numéro du rapport: 5476-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Suivi de l'état de réalisation financière et de décaissement du PTBA 2019 au 31 Decembre 2019 (FCFA)

Composante	PTBA 2019 (USD)	Réalisations financières	Taux de réalisation financière du PTBA	Décaissements	Taux de décaissement du PTBA
Composante 1:	278 016 400	38 785 437	14%	33 354 288	12.0%
Sous composante 1.1:	95 813 200	35 241 227	37%	29 810 078	31.1%
Sous composante 1.2	182 203 200	3 544 210	2%	3 544 210	1.9%
Composante 2:	2 683 486 875	519 380 000	19%	860 000	0.0%
Sous Composante 2.1:	2 666 279 875	519 380 000	19%	860 000	0.0%
Sous Composante 2.2:	17207000	0	0%	0	0.0%
Composante 3:	1 546 523 775	948 089 287	61%	906 776 561	58.6%
Sous Composante 3.1:	982 808 100	625 748 269	64%	597 888 960	60.8%
Sous Composante 3.2:	563 715 675	322 341 018	57%	308 887 601	54.8%
TOTAL	4 508 027 050	1 506 254 724	33%	940 990 849	20.9%

Suivi de l'état de réalisation financière et de décaissement du PTBA 2020 au 31 mai 2020 (FCFA)

Composante	PTBA 2020 (USD)	Réalisations financières	Taux de réalisation financière du PTBA	Décaissements	Taux de décaissement du PTBA
Composante 1:	2 174 633 040	1 319 118	0%	10 081 662	0.5%
Sous composante 1.1:	761 643 840	1 319 118	0%	6 851 662	0.9%
Sous composante 1.2	1 412 989 200		0%	3 230 000	0.2%
Composante 2:	5 815 198 039	1 253 570 640	22%	1 253 520 640	21.6%
Sous Composante 2.1:	5 365 602 363	1 253 330 000	23%	1 253 330 000	23.4%
Sous Composante 2.2:	449 595 676	240 640	0%	190 640	0.0%
Composante 3:	2 073 242 821	433 897 730	21%	431 010 078	20.8%
Sous Composante 3.1:	1 443 072 011	234 184 942	16%	207 596 908	14.4%
Sous Composante 3.2:	630 170 810	199 712 788	32%	223 413 170	35.5%
TOTAL	10 063 073 900	1 688 787 488	17%	1 694 612 380	17%

Appendice 5A : Tableau d'exécution des obligations de financement par source de financement au 31 mai 2020

(en milliers d'USD)

Source de financement	Montant du Financement	Décaissements effectifs au 31/05/2020	Taux de décaissement au 31/05/2020	DPD en cours de préparation	DRF en cours de préparation	Total décaissements avec DRF en cours préparation	Taux de décaissement prév.
FIDA	18 500.00	5 011.58	27.1%	881.28	269.07	6 161.93	33.3%
OFID	20 000.00	-	0.0%	-	-	-	0.0%
Contrepartie du Gouvernement	4 211.00	387.15	9.2%	-	-	387.15	9.2%
Contributions des bénéficiaires	10 238.00	-	0.0%	-	-	-	0.0%
TOTAL	52 949.00	5 398.73	10.2%	881.28	269.07	6 549.08	12.4%

Appendice 5B

Tableau d'exécution cumulée des obligations de financement par composante au 31 mai 2020
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA				Contrepartie Gouvernementale				Contribution des bénéficiaires				TOTAL TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT			
	Prévu DCP (en milliers de USD)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier FCFA)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier USD)	Taux de Réalisation par composante TOMPRO	Prévu DCP (en milliers de USD)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier FCFA)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier USD)	Taux de Réalisation par composante	Prévu DCP (en milliers de USD)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier FCFA)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier USD)	Taux de Réalisation par composante	Prévu DCP (en milliers de USD)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier FCFA)	Réalisé au 31/05/2020 (en millier USD)	Taux de Réalisation par composante
Composante 1:	6 871	39 551	67	0.98%	2 304	263	0.45	0.0%	7 671	0	0	0.00%	16 846	39 815	68	0%
Sous composante 1.1:	963	36 297	62	6.41%	0	263	0		0	0	0	0.00%	963	36 560	62	6%
Sous composante 1.2	5 908	3 254	6	0.09%	2 304	0	0	0.00%	7 671	0	0	0.00%	15 883	3 254	6	0%
Composante 2:	6 906	1 772 951	3 013	43.63%	1 732	0	0	0.0%	2 568	0	0	0.00%	11 206	1 772 951	3 013	27%
Sous Composante 2.1:	5 274	1 772 710	3 013	57.13%	1 682	0	0	0.00%	2 490	0	0	0.00%	9 446	1 772 710	3 013	32%
Sous Composante 2.2:	1 632	241	0	0.03%	50	0	0	0.00%	78	0	0	0.00%	1 760	241	0	0%
Composante 3:	4 724	1 136 997	1 932	40.91%	175	287 700	489	279.4%	0	0	0	0.00%	4 899	1 424 697	2 421	49%
Sous Composante 3.1:	3 366	633 712	1 077	32.00%	166	265 230	451	271.56%	0	0	0	0.00%	3 532	898 942	1 528	43%
Sous Composante 3.2:	1 358	503 285	855	62.99%	9	22 470	38	424.34%	0	0	0	0.00%	1 367	525 755	894	65%
TOTAL	18 501	2 949 499	5 013	27.10%	4 211	287 964	489	11.6%	10 239	0	0	0.00%	32 951	3 237 462	5 502	17%

**Situation des décaissements par catégorie de dépenses du Prêt FIDA (en USD)
au 31 mai 2020**

	Catégories	Allocation initiale	Décaissements Cumulés au 31 mai 2020	Montant disponible	DPD N°13 en cours de préparation	DEF N°14 en cours de préparation	Décaissement avec engagements au 31 mai 2020	Taux de décaissement au 31 mai 2020	Taux de décaissement avec engagements au 31 mai 2020
	<i>Avance au compte désigné</i>		1 189 728	-1 189 728			1 189 728		
I	EQUIPEMENT ET MATERIEL	3 000 000	223 771	2 776 229	0	0	223 771	7.5%	7.5%
II	CONSULTATIONS	4 500 000	816 240	3 683 760	0	29 602	845 842	18.1%	18.8%
III	BIEN,SERVICES ET INTRANTS	3 300 000	2 061 733	1 238 267	881 282	88 142	3 031 158	62.5%	91.9%
IV	DONS ET SUBVENTIONS	3 900 000	0	3 900 000	0	0	0	0.0%	0.0%
V	SALAIRES ET INDEMNITES	1 400 000	614 352	785 648	0	151 323	765 675	43.9%	54.7%
VI	COUT DE FONCTIONNEMENT	550 000	105 757	444 243	0	0	105 757	19.2%	19.2%
	Non alloué	1 850 000		1 850 000	0	0	0	0.0%	0.0%
	TOTAUX	18 500 000	5 011 580	13 488 420	881 282	269 068	6 161 930	27.1%	33.3%



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Programme d'appui au développement des filières agricoles

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 02/06/2020 – 20/06/2020

Date du document: 04/08/2020

Identifiant du projet 2000001058

Numéro du rapport: 5476-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Cadre de résultats / Etat d'avancement matériel prévisionnel du PADFA										
Composante	Sous-composante ou produit	Libellé	Responsable	Unité	Cible dans le DCP ou déterminée au début du projet	Valeur 2019	% / cible	Valeur 2020	Cumul depuis 2019	
									Valeur	%
Composante 1. Valorisation des produits agricoles	Sous-composante 1.1. Amélioration de la commercialisation du riz, des légumes et de la mangue	Entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises	R4P	entreprise	25	0	0%	5	5	20%
		Plateformes régionales multi-acteurs formalisées/mises en place	RGSOPA/RDF	plateforme	5	0	0%	3	3	60%
		Interprofessions mises en place ou renforcées	RGSOPA /RDF	interprofession	3	3	100%	0	3	100%
		Contrats passés entre les organisations de producteurs, les transformateurs, les commerçants et les circuits de distribution	R4P	contrat	50	0	0%	7	7	14%
		Etudes de chaînes de valeur réalisées	RDF / R4P	etude	3	0	0%	3	3	100%
		Personnes formées sur les différentes approches et les outils de développement et de gestion des chaînes de valeur agricoles, et le marketing des produits agricoles	R4P / RGSOPA	personne	1125	0	0%	225	225	20%
		Campagne d'information sur les marchés (prix) réalisées	R4P/AGSC	campagne	10	0	0%	0	0	0%
		Linéaire de pistes de desserte agricole réhabilités ou entretenus	RSEGS	km	300	0	0%	0	0	0%
	Sous-composante 1.2. Amélioration des opérations post récolte et de transformation des produits agricoles	Mini-rizeries installées ou bénéficiant d'une amélioration de leur plateau technique	RDFriz/R4P	mini rizerie	30	0	0%	0	0	0%
		Décortiqueuses bénéficiant d'une amélioration de leur plateau technique	RDFriz/R4P	décortiqueuse	100	0	0%	0	0	0%
		Propriétaires / salariés des décortiqueuses et des mini rizeries formés dans le domaine de la qualité (normes)	RDFriz/R4P	personne	260	0	0%	0	0	0%
		Centres de groupage, de conditionnement multifonctionnels construits	RDFMa/R4P	centre	13	0	0%	10	10	77%
		Unités de transformation, de conservation et de stockage des produits maraichers mises en place (95 hangar, 5 séchoir, 300 cases de conservations oignons)	RDFMa/R4P	hangar	400	0	0%	80	80	20%
		Brigades de jeunes prestataires de travaux agricoles appuyés	R4P/RGOPA/RDF	brigade	15	0	0%	0	0	0%
		Unités modernes de séchage de mangue mise en place	RDFMR4P	unité séchage	7	0	0%	1	1	14%
		Unité industrielle de production de purée, divers nectar, jus de fruit et compotes naturelles mise en place	RDFMR4P	unité indus	1	0	0%	0	0	0%
		Système de traçabilité des vergers instauré	RDFMR4P	système	10	0	0%	2	2	20%
		Personnel clé des stations de conditionnement formées et ou recyclées sur les BPHIP, l'HACCP et la certification ISO	RDFM	personne	240	0	0%	80	80	33%
		Unités de conditionnement ou de séchage de mangue améliorées ou mises en place	RDFMR4P	unité	13	0	0%	5	5	38%
		Nombre de membre des coopératives mangue formés	RGSOPA	personne	2000	0	0%	1000	1000	50%
		Nombre de producteurs ayant reçu un appui du projet pour le traitement des vergers	RDFM/RGSOPA	Producteur	5000	0	0%	5000	5000	100%
		Coopératives appuyées par le projet (équipement et financement)	RGSOPAR4P	coopérative	120	5	4%	40	45	38%
		Nombre de microentreprises de jeunes formés et équipés sur la valorisation des déchets en compost et en sous-produits rentables (balle de riz, transformation des noyaux pour la fabrication de beurre de mangue, etc.)	RGSOPARDF	microentreprise	25	0	0%	0	0	0%
		Organisations / entreprises appuyés par le projet mise en relation avec les fonds de développement	R4P	Organisation/entre prise	40	0	0%	5	5	13%
		Membres des OP formés en gestion, technique de recouvrement des fonds auprès des membres et à la contractualisation	R4P / RGSOPA	personne	750	0	0%	345	345	46%
		Personnes formées en éducation financière	R4P / RGSOPA	personne	7500	0	0%	3450	3450	46%
ENSEMBLE COMPOSANTE 1		Sous total composante 1					4%		31%	

Composante 2: Amélioration de l'offre des produits agricoles	Sous-composante 2.1. Amélioration de la productivité et la qualité des productions agricoles	Bas fonds riziocoles aménagés ou réhabilités	RDFriz	ha	2 000	0	0%	0	0	0%
		Bas fonds riziocoles emblavés	RDFriz	ha	3 300	400	12%	241	641	19%
		Superficie de riz de plateau emblavés	RDFriz	ha	12 500	0	0%	2000	2000	16%
		Périmètres maraichers aménagés ou réhabilités	RDFMa	ha	100	0	0%	50	50	50%
		Périmètres maraichers emblavés	RDFMa	ha	149,6	24,8	17%	24,8	49,6	33%
		Superficie bénéficiant d'une clarification et la sécurisation foncières	RGSOPARDF	ha	2 221	0	0%	1121	1121	50%
		Quantité de semences de pré-basé (G3) produites	RDFriz	tonne	100	0,4	0%	6	6,4	6%
		Quantité de semences certifiées R1 produites	RDFriz	tonne	4 000	16	0%	240	256	6%
		Centre de production de semences de Sinémantali réhabilité et équipé	RDFMa	centre	1	0	0%	1	1	100%
		Producteurs bénéficiant de l'appui conseil (itinéraires techniques climato-intelligents) et de la vulgarisation des bonnes pratiques	RDF / RGSOPA	personne	7500	0	0%	3450	3450	46%
		Vergers de manguiers recevant un traitement phytosanitaire biologique	RDFM / RGSOPA	ha	30 000	0	0%	20000	20000	67%
		Campagnes de partage des innovations et des expériences réalisées dans les médias	RSEGS	campagne	17	0	0%	2	2	12%
		Inventaire géo référencé des vergers des exploitations familiales et des exploitations privées de mangue réalisé	RDFM	inventaire	1	1	100%	0	1	100%
	Sous composante 2.2. Structuration et autonomisation des Organisations Professionnelles Agricoles	Responsables de coopératives de production formés à l'élaboration, à l'exécution et au suivi des plans de campagne.	RGSOPARDF	personne	1 500	0	0%	690	690	46%
		Campagnes de sensibilisation sur le suivi agro-météorologique à travers les radios communautaires (en langues nationales) et les radios nationales	RSEGS	campagne	320	0	0%	0	0	0%
		Personnes utilisant les applications mobiles pour les informations de suivi climatique et environnemental (météorologiques et période culturale)	RSEGS	personne	120	0	0%	0	0	0%
		Personnes recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition	RDFMa	personne	144 000	0	0%	21 600	21600	15%
		Groupements et coopératives de producteurs accompagnés dans leur formalisation	RGSOPARDF	organisation	150	5	3%	40	45	30%
		Diagnostic approfondi des OP (DIP) réalisé	RGSOPA	DIP	120	0	0%	45	45	38%
		Membres des OPA formés sur la gouvernance et la gestion des organisations	RGSOPA	personne	1 500	0	0%	690	690	46%
		Personnes formées en alphabétisation fonctionnelle	RGSOPA	personne	6 000	0	0%	1500	1500	25%
		Centres d'alphabétisation fonctionnel ouvert	RGSOPA	centre	20	0	0%	7	7	35%
		Campagnes d'éducation nutritionnelle et de démonstrations culinaires réalisées	RDFMa	campagne	16	0	0%	4	4	25%
		Initiatives existantes de femmes et de jeunes dans le domaine de la fabrication des farines infantiles, de riz étuvé et autres produits précuits et/ ou de séchage solaire des légumes feuilles appuyées	RDFMa	initiative	40	0	0%	5	5	13%
		Groupeement de femmes et de jeunes producteurs de farines infantiles, de riz étuvé et autres produits précuits et/ ou de séchage solaire des légumes feuilles structurés et formalisés en Groupement d'Intérêts Economique (GIE)	RGSOPARDF	organisation	30	0	0%	0	0	0%
ENSEMBLE COMPOSANTE 2		Sous total composante 2				5%			31%	
Bénéficiaires	Bénéficiaires directs appuyés / formés		RSEGS	personne	32500	4762	15%	2000	6762	21%
ENSEMBLE E Suivi des bénéficiaires		Sous total portée / sensibilisation				15%			21%	
ENSEMBLE TOUTES COMPOSANTES		Total				5%			31%	



Investir dans les populations rurales

Côte d'Ivoire

Programme d'appui au développement des filières agricoles

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 02/06/2020 – 20/06/2020

Date du document: 04/08/2020

Identifiant du projet 2000001058

Numéro du rapport: 5476-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 3: **Respect des dispositions juridiques : état de l'exécution**

Section	Disposition	Objectif/Date limite	Degré de conformité/Date	Observations
AF: Section B.6.	L'UCP ouvre et gère un compte de projet FCFA;		Respecté	
AF: Section B7.	L'UCP ouvre un compte d'opération auprès de la banque du trésor		Respecté	
AF: Section E.1 a)	Les organes nécessaires à la mise en œuvre du Programme ont été créés par l'Agent principal soit, le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP); le Comité d'Appui et de Suivi Technique (CAST) et l'Unité de Coordination du Programme (UCP);		Respecté	
AF: Section E.1 b)	Le personnel clé du Programme (le Coordonnateur, le Responsable Administratif et Financier, et le Responsable Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs) ont été recrutés par l'Agent Principal.		Respecté	Le recrutement de l'équipe de projet a connu un fort retard et l'équipe a été impactée par plusieurs démissions du personnel clé
AF: Section E.2 a)	Le Manuel de procédures administratives, comptables et financières, ou l'une de ses dispositions, a été suspendu, résilié en tout ou partie, a fait l'objet d'une renonciation ou de toute autre modification sans le consentement préalable du Fonds, et le Fonds considère que ces événements ont eu ou auront, vraisemblablement, un effet préjudiciable grave sur le Projet		Respecté	

Section	Disposition	Objectif/Date limite	Degré de conformité/Date	Observations
AF: Section E b)	Tout personnel clé du Programme tel que décrit dans le Manuel des Procédures administratives a été nommé, transféré ou retiré de ses fonctions sans l'accord préalable du FIDA.		Respecté	
CG:Section 7.08	L'assurance des véhicules, du matériel et des travaux de génie civil financés à partir du prêt est conforme aux bonnes pratiques commerciales.		Partiellement Respecté	Seuls les véhicules du projet ont été assurés. L'assurance des véhicules est celle réservée aux véhicules de l'état. Le projet devra s'assurer qu'elle garantit une couverture équivalente aux assurances privées disponibles sur le marché
Section 9.03 b)	Rapport d'audit soumis au FIDA.		N/A	Le premier rapport d'audit pour les années 2018 et 2019 sera soumis au FIDA avec un délai de 2 mois. Ce délai a été approuvé par le FIDA pour tenir compte des conséquences du COVID 19.
Section 8.03	Les rapports d'avancement sont soumis au FIDA tous les semestres.		Partiellement Respecté	Les rapports d'audit intérimaire de juin et décembre 2019 ont été préparés avec retard par le nouveau RAF et soumis au FIDA en mai 2020. Le rapport du premier semestre 2020 est attendu en août.

Section	Disposition	Objectif/Date limite	Degré de conformité/Date	Observations
Section 7.01 b) ii)	Le PTBA est soumis au Fonds pour examen et commentaires.		Partiellement Respecté	PTBA transmis au FIDA et revue effectuée par le FIDA. Le PTBA 2020 a été non objecté par le FIDA en février et donc avec retard. Le retard de la partie du gouvernement dans la notification du PTBA FIDA pour 2020 crée des retards dans la mise en œuvre du Projet
Section 8.03 b)	Un examen à mi-parcours est réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA.		N/A	
Section 11.01	Dans le cadre du projet, les dépenses d'investissement sont exemptées de tous droits de douane, des taxes d'accise et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).		Respecté	Le système d'exemption est en place et l'échantillon de dépenses contrôlées par la mission relève le respect général de cette disposition. Le projet a commencé seulement en 2020 à comptabiliser les exemptions reçues comme contribution de l'état. Une situation de cette contribution doit être faite pour les années 2018 et 2019 et comptabilisée.

